

SERBIAN ACADEMY OF SCIENCES AND ARTS  
INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

L



2019

# BALCANICA

*J. KALIĆ, Information about Belgrade in Constantine VII Porphrogenitus • D. POPOVIĆ, On Two Lost Medieval Serbian Reliquaries • D. KOVAČEVIĆ KOJIC, Serbian Silver at the Venetian Mint • A. FOTIĆ, Coping with Extortion on a Local Level • L. HÖBELT, Balkan or Border Warfare? Glimpses from the Early Modern Period • P. M. KITROMILIDES, Spinozist Ideas in the Greek Enlightenment • M. KOVIĆ, Great Britain and the Consular Initiative of the Great Powers in Bosnia and Herzegovina • M. BJELAJAC, Humanitarian Catastrophe as a Pretext for the Austro-Hungarian Invasion of Serbia 1912–1913 • F. GUELTON, Avec le général Piarron de Mondésir: Un aller-retour de Brindisi à Valona • D. BAKIĆ, The Serbian Minister in London, Mateja Bošković, the Yugoslav Committee, and Serbia's Yugoslav Policy in the Great War • G-H. SOUTOU, The Paris Conference of 1919 • B. MILOSAVLJEVIĆ, Drafting the Constitution of the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes (1920) • M. VASILJEVIĆ, Carrying Their Native Land and Their New Home in Their Hearts • S. G. MARKOVICH, The Grand Lodge of Yugoslavia between France and Britain (1919–1940) • V. G. PAVLOVIĆ, La longue marche de Tito vers le sommet du parti communiste • K. NIKOLIĆ, Great Britain, the Soviet Union and the Resistance Movements in Yugoslavia, 1941 • Y. MOURÉLOS, Les origines de la guerre civile en Grèce • A. EDEMSKIY, Additional Evidence on the Final Break between Moscow and Tirana in 1960–1961 • Lj. DIMIĆ, Yugoslav Diplomacy and the 1967 Coup d'Etat in Greece • K. V. NIKIFOROV, The Distinctive Characteristics of Transformation in Eastern Europe • B. ŠIJAKOVIĆ, Riddle and Secret: Laza Kostić and Branko Miljković* ❧

ANNUAL OF THE INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

UDC 930.85(4-12)

BELGRADE 2019

ISSN 0350-7653  
eISSN 2406-0801



<http://www.balkaninstitut.com>

**Vojislav Pavlović\***

*Institut des études balkaniques  
Académie serbe des sciences et des arts  
Belgrade*

## **L'ascension au pouvoir au temps des purges staliniennes La longue marche de Tito vers le sommet du parti communiste yougoslave (1937–1939)**

**Résumé :** Tito vécut les purges staliniennes principalement en dehors de l'Union soviétique, ce qui lui permit de survivre, mais aussi d'en profiter pour devenir le principal dirigeant du parti. Les séjours à Moscou, en 1938 et 1939 furent des rudes épreuves pour lui, mais par un savant mélange d'opportunisme politique et de légoïsme personnel il sut se distancier de tous ses collègues qui ont péri dans les purges écartant ainsi les soupçons qui pesaient sur lui aussi. Le fait qu'il réussit à deux reprises de retourner de Moscou indemne en tant qu'au moins messenger, sinon, comme il se représentait lui-même, comme mandataire de Komintern, lui permit de s'établir définitivement au sommet de la hiérarchie communiste en Yougoslavie dont il avait commencé le renouveau dès 1936.

**Les mots clés :** Tito, les purges staliniennes, parti communiste yougoslave, Komintern

Josip Broz dit Tito, commença son activité politique au sein du parti communiste yougoslave (PCY) au retour de l'Union soviétique où d'abord il fut détenu comme prisonnier de guerre pour ensuite choisir de passer la révolution bolchévique au calme dans un village de la Sibérie. De retour au pays, en décembre 1920, il s'inscrit au parti, mais il ne devient véritablement militant que trois années plus tard en mars 1923, lorsqu'il intègre une cellule clandestine du parti à Bjelovar.<sup>1</sup> Sa carrière de révolutionnaire professionnel connaît deux moments décisifs, d'abord le procès de 1928 lors duquel il déclare ouvertement d'être communiste ce qui lui vaud une certaine reconnaissance au sein du parti et surtout l'invitation de se rendre à Moscou en février 1935 après avoir purgé sa peine de prison en Yougoslavie. Il quitte Moscou en automne 1936 avec l'ordre de se rendre au pays en tant que principal collaborateur du Milan Gorkić, le secrétaire général du parti communiste yougoslave qui ne pouvait pas s'y rendre

---

\* vojja.pavlovic@bi.sanu.ac.rs

<sup>1</sup> Brochure sur la permanence de Josip Broz à Veliko Trojstvo, Bjelovar 1963, Arhiv Jugoslavije [Archives de Yougoslavie ; par la suite AY], 838, boîte 43.

car il était activement recherché par la police yougoslave. Gorkić établit au début de 1937 le siège de Comité central à Paris.

Pour la troisième fois Tito se rend à Paris le 17 août 1937. Auparavant Tito séjourna à Paris en avril et en mai, mais que pour quelques semaines, le temps de faire son rapport à Gorkić. Tito s'attend à recevoir un satisfecit pour le travail accompli dans le pays. C'est alors qu'il apprend que Gorkić est parti pour Moscou. Son départ, qui s'avèrera par la suite définitif, ouvre une longue crise dans le parti touchant de plein fouet les communistes yougoslaves qui vivaient dans la clandestinité à Paris. Les précautions liées à la clandestinité sont de mise même dans la France du Front Populaire, et Tito avait l'habitude de rencontrer son secrétaire général surtout dans les cafés parisiens. Entourés par les touristes et les Parisiens sur fonds d'allées et venues des serveurs, ils discutent des activités du PCY. Ce luxe de précautions est censé préserver la sécurité de l'appareil du parti, et en conséquence Tito ne connaît qu'une partie des structures du parti à Paris. En règle générale les militants arrivant de Yougoslavie doivent se rendre à la Maison des syndicats au 33 rue de la Grange-aux-Belles dans le X<sup>e</sup> arrondissement, ou à la librairie les Horizons, 12 rue de l'Echaudé St Germain dans le V<sup>e</sup> arrondissement. De ces deux façades officielles des communistes yougoslaves, la première est mise à la disposition des camarades yougoslaves par le PCF, la deuxième a été fondée par le parti yougoslave. Les cadres et les militants sont ensuite dirigés vers les hôtels dont les gérants ou les réceptionnistes sont des hommes de confiance, souvent sympathisants voire membres du PCF. C'est ainsi qu'en mars Tito loge dans un hôtel situé au 42 rue des Bernardins, dans le V<sup>e</sup> arrondissement. Les autres cadres du parti se trouvent à l'hôtel Selexior situé au 192 boulevard de la Villette. Aucun matériel compromettant ne doit se trouver dans leurs chambres, le parti disposant de véritables bureaux à Paris où le matériel de ce genre peut être entreposé. C'est ainsi que sous le couvert de la rédaction du journal *Les Voix européennes*, le parti loue des bureaux rue Richelieu, où se trouve le véritable siège du Comité central. Gorkić et son plus proche collaborateur Rodoljub Čolaković y travaillent tous les jours comme de véritables employés. En ce qui concerne les réunions du Comité central, elles ont lieu à Montparnasse dans l'appartement loué par la communiste hollandaise Mathilde Visser, épouse de Zdenko Reich, ancien élève de l'École Normale Supérieure, lui aussi communiste yougoslave.

Cette organisation complexe permet au parti de gérer à la fois les contacts avec le pays et avec le Komintern, d'éditer plusieurs journaux qui sont ensuite expédiés en Espagne et en Yougoslavie, et d'agir au sein des communautés yougoslaves dans le Nord de la France. Les autorités françaises se tiennent soigneusement au courant de tout, y compris des détails les plus infimes des agissements des communistes yougoslaves. Les archives de la Préfecture de Police témoignent d'une surveillance intense et d'une collaboration régulière avec les autorités yougoslaves. Les Renseignements généraux savent où se tiennent les réunions du

Comité central, quelles sont les vitrines du parti communiste yougoslave, qui en est le secrétaire général. Cette dernière information leur est transmise par Belgrade, qui leur fournit l'information obtenue lors de l'interrogatoire d'Adolf Munk.<sup>2</sup> Cependant, aucune référence à Tito n'apparaît dans les fiches des Renseignements généraux. N'ayant séjourné qu'occasionnellement à Paris, Tito échappe à la vigilance de la police française, ce qui lui permettra de réorganiser le parti en toute liberté après le choc provoqué par le départ de Gorkić.

Au début, son départ néveille aucune inquiétude autre que l'étonnement liée à la surprise de son départ précipité. Mais il s'avère par la suite qu'il s'agit de la disparition définitive de l'homme qui régnait en maître au parti yougoslave depuis 1932. Son successeur et homme de confiance dans le pays, Tito, aura besoin de plusieurs années avant de pouvoir officiellement prendre sa suite. Cette longue marche vers l'investiture du Komintern commence en août 1937, lorsqu'il prend connaissance des circonstances dans lesquelles Gorkić était parti. Convoqué par Dimitrov en personne, Gorkić quitte Paris le 21 juillet et arrive à Moscou le lendemain. Le rappel de Gorkić n'avait rien d'inhabituel : il était simplement invité à présenter le compte-rendu des activités du parti yougoslave au Komintern.<sup>3</sup> Cependant, après une lettre envoyée début août, il ne donne plus de nouvelles. Les membres du Comité central présents à Paris (Tito, Čolaković et Sreten Žujović) n'arrivent pas non plus à avoir de nouvelles d'Ivan Gržetić, représentant du parti auprès du Komintern. Ils ignorent alors que les deux communistes yougoslaves les plus influents à Moscou ont déjà disparu dans une nouvelle vague de purges staliniennes.

Leur arrestation s'inscrit dans les des purges annoncées lors de la séance plénière du Comité central de parti soviétique en février–mars 1937. A la séance plénière Staline décide d'exclure du parti une des figures historiques du parti soviétique, Nikolai Boukharin, ancien membre du Politburo et président du Komintern dans les années vingt, et de le remettre aux mains du NKVD. L'arrestation de Boukharine et de son complice et allié Alexey Rykov, jadis président du gouvernement soviétique, en tant que chefs de file d'une supposée conspiration trotskyste provoque une nouvelle vague de purges dans les structures du parti soviétique au motif de faire preuve d'une vigilance accrue contre l'ennemi. La véritable raison de cette nouvelle vague de purges est la volonté de Staline de

---

<sup>2</sup> Voir le dossier sur les activités du PCY, Les Archives de la Préfecture de police, Paris, BA 2381. Adolf Munk, Monténégrin, est l'homme de confiance de Gorkić, qui le charge en décembre 1936 d'affréter un bateau en Corse pour se rendre en Adriatique et embarquer pour l'Espagne les mille recrues envoyées par les directions régionales du parti communiste yougoslave. L'opération échoue, Munk est pris par la police yougoslave et il passe aux aveux complets sur ses activités. Le rapport de Franović Antun, alias Genovese, membre de l'expédition, Marseille 27 mars 1937, RGASPI (Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv sotsial'nopoliticheskoj istorii), le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, p. 276–282.

<sup>3</sup> R. Čolaković, *Kazivanje o jednom pokoljenju* (Belgrade : Nolit, 1989), vol. III, p. 275.

reprandre en main les organes de sécurité au moment où la menace d'une guerre sur deux fronts se profile après la signature, en novembre 1936, du pacte Anti-Komintern entre Berlin et Tokyo. La purge vise donc tout particulièrement les structures de sécurité intérieure, les services d'espionnage et de contre-espionnage, ainsi que l'armée soviétique. Nikolai Iejov, le nouveau chef du NKVD, devient l'instrument de Staline dans cette opération, son arme principale dans cette stratégie sécuritaire et même plutôt paranoïaque. Il se charge de recueillir des preuves par tous les moyens, y compris la torture, contre son prédécesseur Guenrikh Yagoda au NKVD, arrêté en avril 1937 et contre le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski à l'Armée rouge, arrêté en mai 1937.

Les purges au sein du Komintern sont orchestrées par Dmitri Manouïlski, qui en tant que membre du Comité Central du parti soviétique avait assisté à la séance plénière. En tant que représentant officiel du parti soviétique et officieux de Staline au sein du Komintern, il s'efforce de mettre en pratique les conclusions qui sont adoptées. Il suit scrupuleusement la logique des purges établie par Staline et mises en œuvre dans le parti soviétique par Iejov. Les premiers visés sont des membres des Départements clés, celui des Communications et celui des Cadres. Le premier a la charge de tout le réseau clandestin du Komintern en dehors de l'Union soviétique. Ses membres sont en charge des communications avec les partis frères, des arrivées et départs des membres des partis frères, et leurs activités à l'étranger, des activités de renseignements. Le chef du Département, Boris Melnikov, est un ancien vice-responsable des renseignements militaires. Il est d'ailleurs le premier à être arrêté dès mai 1937. Anton Kraevskij, Gevork Alihanov, et Moiseï Tchernomordik, responsables du Département des cadres, le suivent fin mai, début juin. Pour des raisons de sécurité intérieure, et notamment pour renforcer le contrôle des frontières, la purge à l'intérieur du Komintern se concentre aussi sur les cadres du parti polonais, dont les membres se voient décimés à un point tel que le parti est finalement dissout en 1938.

Au-delà de ces cibles précises, la purge se concentre aussi sur des cadres des partis frères ayant rejoint les rangs du parti soviétique. Les membres des partis frères qui vivent depuis longtemps en URSS demandent souvent à rejoindre ses rangs. Ce sont donc ceux-là, installés depuis des années en Union soviétique qui sont perçus comme le principal danger. Comme la majorité d'entre eux avait acquis la citoyenneté soviétique, ils ne peuvent disposer d'aucune protection : ni de leur parti, ni de leur pays d'origine, aussi aléatoire que cette protection aurait pu être. L'objectif est de purger le parti et le pays de ses étrangers qui y sont établis, afin de prévenir toute possibilité de trahison qui viendrait nécessairement de l'extérieur. Dans le cas des étrangers la paranoïa stalinienne se voit couplée avec la xénophobie latente dans une société isolée du monde extérieur.

Les cadres yougoslaves, et notamment ceux qui occupent des postes de responsabilité, tels Gržetić et Gorkić sont eux aussi depuis des années membres du parti soviétique. A l'époque c'était une marque de confiance de pouvoir re-

joindre le premier parti du communisme, avant de devenir une cause de soupçons. Gržetić, depuis Moscou, y voyant le climat de soupçons, la terreur, et les purges qui déciment les rangs du Komintern, tente vainement de mettre en garde son ami Gorkić à Paris. Il l'avise en juin qu'un certain nombre de cadres yougoslaves ont été arrêtés, et qu'il ne peut plus compter sur le soutien de Manouïlski.<sup>4</sup> Malgré ces avertissements, le secrétaire général du parti yougoslave, imperturbable, prend l'avion pour Moscou : il ne peut imaginer l'ampleur de la purge en cours, et surtout pas que son nom est déjà apparu dans différentes confessions et accusations qui pullulent à l'époque à Moscou.

Gorkić, depuis son arrivée à Moscou en 1923 avait tissé toute sorte de relations, amitiés et contacts qui, dans le climat de délation généralisée, deviennent une source possible de compromission. Il est d'abord perçu comme très proche de Boukharine, ensuite on le soupçonne d'avoir collaboré activement avec les dirigeants des Départements des Communications et des Cadres qui étaient déjà arrêtés. Finalement son épouse se voit arrêtée elle aussi. Ce fond d'accusation se voit complété par des attaques personnelles de la part de cadres du parti yougoslave écartés de la direction par Gorkić.<sup>5</sup> Il avait déjà été l'objet de ce type d'attaques plusieurs fois auparavant, mais il s'en était défait grâce au soutien de Manouïlski, désormais inexistant. Ces attaques proviennent d'hommes ayant appartenu autrefois à la fraction de gauche : ils estiment le moment propice pour prendre leur revanche sur Gorkić, et dans la foulée sur la direction du parti yougoslave.

Ils semblent obtenir satisfaction lorsque Gorkić, et Gržetić sont arrêtés le 14 août 1937, pour être jugés et exécutés dès novembre de la même année.<sup>6</sup> Cependant, la purge au Komintern prend une telle ampleur que son activité est quasiment bloquée. Le Département des Communications est décimé, privant la Komintern des moyens de contact avec les partis frères. La purge est circonscrite à l'Union soviétique, et les partis frères sont laissés à eux-mêmes. Tito à Paris se voit privé à la fois d'informations et de ressources, mais il reste à l'abri de la tempête qui a emporté son secrétaire général. Pourtant, parmi les cadres yougoslaves à Paris, certains entretiennent des liens avec les services de renseignements soviétiques qui leur permettent de connaître le sort de Gorkić et Gržetić, alors que Tito l'ignore encore à l'époque. Cette information déclenche la même volonté de revanche qu'à Moscou. Toutes les « victimes » de l'ère Gorkić veulent

---

<sup>4</sup> Pero Simić, *Kada kako i zašto je Tito postavljen za sekretara CK KPJ* [Quand, comment et pourquoi, Tito était nommé le secrétaire du Comité Central du CPY] (Belgrade : Akvarijus, 1989), 125.

<sup>5</sup> Kosta Novaković et Kamilo Horvatin ont écrit des rapports au Département des Cadres en juin 1937 en accablant Gorkić. Ubavka Vujošević, « Poslednja autobiografija Milana Gorkića », *Istorija 20. veka* 1 (1997), 126, 127.

<sup>6</sup> Vujošević, « Poslednja autobiografija Milana Gorkića », 110.

désormais tenter leur chance, et notamment Ivan Marić, communiste dalmate, ancien délégué au VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern et membre suppléant du Comité central du PCY. Par le truchement du couple Labud et Kristina Kusovac, communistes yougoslaves qui travaillent pour la GRU, Marić a connaissance du sort de Gorkić. Kristina était la secrétaire personnelle de Gorkić tout en tenant les services secrets soviétiques au courant de son activité.<sup>7</sup> Ainsi Marić et les époux Kusovac formaient l'opposition, connue dans l'historiographie yougoslave comme le « centre alternatif du PCY » à Paris à la direction créée par Gorkić et désormais dirigée par Tito.

### *Le renouveau des luttes de fractions*

La constitution du groupe de Marić inaugure une nouvelle période d'instabilité au sein du parti yougoslave, marquée par la réaction de tous ceux qui cherchent à se venger de Gorkić et des hommes qu'il avait nommés au Comité central. En août déjà, Marić dit à Tito qu'à son avis Gorkić ne reviendra jamais de Moscou : les époux Kusovac ont eu connaissance de son arrestation par l'intermédiaire du réseau du GRU. Labud Kusovac occupe aussi la fonction de représentant du parti yougoslave dans le Comité de l'aide internationale à l'Espagne, l'instance gérant l'aide envoyée à la République espagnole. Il y œuvre en étroite collaboration avec René Arrachar, membre du Comité central du PCF. Par l'intermédiaire de ce couple, Marić est en mesure d'envoyer et de recevoir des informations en provenance de Moscou, soit par le biais du GRU soit par le PCF. A partir du mois d'août, le Komintern commence donc à recevoir des rapports de Paris émanant des deux groupes concurrents de communistes yougoslaves, celui de Tito et celui de Marić.

La stratégie du groupe Marić consiste à prolonger le processus commencé à Moscou avec la purge du Comité central des hommes fidèles à l'ancien secrétaire général du parti. Les premiers visés sont Čolaković et Žujović : ce sont des hommes nouveaux sans expérience, propulsés au premier plan par Gorkić. Tito n'est pas la cible des attaques de Marić qui accepte de se plier à ses ordres l'enjoignant à travailler parmi les émigrés économiques yougoslaves en France. Au fil des semaines, sans nouvelles de Gorkić et du Komintern en général, la position de Tito s'affaiblit et celle de Marić devient de plus en plus importante.

Dès le mois d'août, Tito envoie ses rapports à tour de rôle à Gržetić et à Wilhelm Pieck, communiste allemand et le responsable du secrétariat balkanique au Komintern qui gérait les affaires yougoslaves, sans recevoir de réponse

---

<sup>7</sup> Les aveux de Nina Kusovac aux Comité Central du PCY, Cetinje le 17 janvier 1945, AY, 537, fond Comité central de PCY, I/29.



ni d'instructions.<sup>8</sup> En l'absence de contact avec le Komintern, le Comité central se trouve non seulement privé de financement mais aussi de sa légitimité, au même titre que toutes les directions régionales instaurées par Tito. Sans l'aval de Moscou, le renouveau du parti entamé par Tito par le biais dans le pays devient problématique. La confirmation que l'avenir du parti yougoslave est compromis arrive en octobre, lorsque Tito est invité à se rendre à Moscou. Ce que Tito ignore, c'est qu'à l'origine de cette invitation se trouve un rapport de Kamilo Horvatin, qui est analyste au secrétariat balkanique et autrefois membre de la fraction de gauche, qui cette fois-ci accable Tito. Il s'agit d'une accusation en règle où Tito est décrit comme le bras droit de Gorkić et le favori de Henrich Valecky, tous deux croupissant déjà dans les geôles stalinienne. Horvatin reproche également à Tito l'affaire du navire *La Corse*.<sup>9</sup> Le 17 octobre, le Komintern demande aux autorités soviétiques qu'un visa soit accordé à Tito. Cette invitation est aussitôt retirée, alors que Pieck de son côté fait savoir à Tito que sa présence à Moscou serait malvenue.<sup>10</sup> Tito faillit disparaître, à l'instar de son secrétaire général, dans la machine stalinienne qui broyait les cadres communistes par centaines. Finalement ce n'est qu'en novembre que Tito a la confirmation que Gorkić était arrêté. Tito se voit alors contraint de suivre une ligne de conduite des plus difficiles, car il lui faut à la fois se démarquer de Gorkić tout en démontrant la légitimité du travail accompli dans le pays.

Lorsque la nouvelle se répand parmi les communistes yougoslaves à Paris, le PCY retombe dans ses travers d'antan. En décembre, le groupe Marić coupe tout contact avec le Comité central, sous prétexte que les plus proches collaborateurs du traître Gorkić y siègent, c'est à dire Čolaković et Žujović.<sup>11</sup> Cependant cette opposition ne peut se développer sans un soutien réel dans le pays. Une solution est trouvée par Labud Kusovac, qui s'avère être le véritable cerveau de l'opération. Par l'intermédiaire de son frère, chirurgien-dentiste à Belgrade, il prend contact avec Petko Miletić, Monténégrin comme lui, son ami personnel et ancien membre du Comité central, mais surtout un homme pourvu d'un charisme personnel exceptionnel. Miletić se trouve à l'époque dans les prisons yougoslaves : il reçoit le message de Kusovac l'avisant du sort de Gorkić, tout en lui annonçant que Marić et lui feront partie de la nouvelle direction, grâce à leurs contacts avec le Komintern et avec Dimitrov en personne.

Miletić est un allié de choix pour le « centre alternatif du parti à Paris ». Il avait adhéré au parti communiste yougoslave en 1919, et au début des années trente il avait séjourné à Moscou d'où était revenu en tant que membre

<sup>8</sup> Josip Broz Tito, *Sabrana dela* [Œuvres complètes ; par la suite JBT] (Belgrade : Prosveta, 1983), vol. III, 90, 91, 93–95.

<sup>9</sup> Horvatin à Pieck, le 2 octobre 1937, RGASPI, F. 495, d. 11, p. 343, pp. 68–70.

<sup>10</sup> JBT, vol. III, 124

<sup>11</sup> JBT, vol. IV, 4.



du Comité central de l'époque. A son retour au pays en 1932 il fait la connaissance de Kusovac, avant d'être arrêté par la police. Comme membre du Comité central, il a droit à un procès largement médiatisé et il se voit condamné à sept ans d'emprisonnement. Dès son arrivée au pénitencier de Mitrovica, il devient le chef de file des « gauchistes », des jeunes communistes prêts à toute occasion à en découdre avec l'administration pénitentiaire ou même avec les camarades communistes considérés comme trop tièdes. Ils étaient connus sous le nom de « wahhabites », en référence à cette secte musulmane de la péninsule arabe. L'attitude intransigeante et la forte personnalité de Miletic lui permettent de recruter ses fidèles dans ce vivier de cadres du parti qu'est le pénitencier. Une fois libérés, ses disciples continuent à suivre ses instructions, concurrençant ainsi les directions régionales mises en place par Tito. Ce réseau communiste alternatif apporte à Marić et à Kusovac un relais indispensable dans le pays, leur permettant de constituer une réelle alternative au Comité central géré par Tito.

Ils bénéficient aussi du soutien inconditionnel de tous ceux qui se sentent lésés par Gorkić. La fronde contre ce dernier couvait dans les rangs du parti depuis sa nomination par le Komintern. Dès qu'il est lâché par Moscou, tous les griefs accumulés contre lui depuis 1932 s'expriment librement. Parmi les communistes yougoslaves qui rentrent à Moscou après avoir combattu en Espagne, certains, lors de leur passage à Paris prennent contact avec Marić et Kusovac, épousant sans hésiter leur cause. Ce sera le cas de Stjepan Cvijić, jadis un des leaders de la fraction de gauche, écarté par Gorkić après la réunion de Vienne d'avril 1936. Dès son arrivée à Moscou en décembre 1937, sollicité par Pieck, il écrit un long rapport sur les affaires du parti yougoslave. Il fait sienne la stratégie de Marić et de Kusovac, exigeant que la purge du Comité central continue à Paris, notamment par l'expulsion de Čolaković et Žujović. Quant à Tito il estime qu'il est tombé sous l'influence de Gorkić, tandis qu'à son avis Marić ne mérite que des louanges.<sup>12</sup>

Dans le climat de terreur et de délation qui règne en maître dans les couloirs du Komintern, l'avis de Cvijić est plus que suffisant pour que la purge du parti yougoslave se poursuive, et Pieck exige que Čolaković et Žujović soient écartés de tout travail dans le parti.<sup>13</sup> Au bout de cinq mois de silence, le Komintern prend clairement position en faveur de la stratégie du « centre alternatif du parti ». Cette tendance se voit confirmée en février 1938 lorsque Tito ainsi que Kusovac et Marić sont convoqués par Maurice Tréand, membre du Comité central du PCE, responsable de la Commission des cadres et homme de confiance du Komintern. Au nom de ce dernier, Tréand informe donc en même temps : d'une part Tito, seul membre restant du Comité central de Gorkić, et d'autre

---

<sup>12</sup> Stjepan Cvijić à Pieck, Moscou le 14 décembre 1937, RGASPI, F. 495, op. 11, d. 343, pp. 72-76.

<sup>13</sup> Tito à Pieck, Paris le 11 janvier 1938, JBT, vol. IV, 12, 13.

part le « centre alternatif du parti », que toute activité du parti yougoslave est interrompue et que la direction du parti est suspendue suite à l'arrestation de son secrétaire général. Tous les cadres du parti doivent rester à Paris et attendre la décision du Komintern.<sup>14</sup> Bref, l'existence même du parti yougoslave se voit désormais mise en cause.

En l'espace d'un mois les instructions en provenance de Moscou enlèvent complètement toute légitimité à la direction conduite par Tito. Après la mise à l'écart de Čolaković et de Žujović, Tréand annule aussi les prérogatives de Tito. De plus l'action de Miletić dans le pays menace d'y défaire tout le travail accompli par Tito auparavant. En janvier 1938, Tito est informé par Milovan Djilas que Miletić, instruit par Kusovac, entreprend depuis le pénitencier la création d'un réseau alternatif composé de ses partisans progressivement libérés.<sup>15</sup> La situation de Tito devient critique. Le Comité central du parti n'existe plus, l'action des directions régionales se voit concurrencée par les hommes de Miletić, tandis que Tito se trouve alors isolé à Paris. C'est alors que Tito décide de démanteler toute l'organisation du parti à l'étranger afin de transférer complètement son action dans le pays. Il laisse seulement une antenne à Paris à la librairie les Horizons qui doit assurer la communication avec le Komintern. Avant de partir en Yougoslavie, Tito fait tout son possible pour bloquer l'activité de groupe de Marić. Il écrit au Comité central du PCF pour l'informer que Marić et ses collaborateurs ne jouissent plus de la confiance du parti yougoslave et qu'en conséquence Kusovac doit être écarté du Comité espagnol.<sup>16</sup> Il envoie aussi des directives au pénitencier de Mitrovica exigeant que Miletić soit déchu de tout poste de direction dans l'organisation locale.<sup>17</sup>

La décision de quitter Paris et d'y démanteler toute l'organisation du parti est en partie motivée par le fait que cette structure était conçue et organisée à l'époque de Gorkić, lorsqu'il bénéficiait du soutien matériel du Komintern et de l'appui logistique du PCF. Après l'arrestation de Gorkić, le parti yougoslave se voit privé des fonds moscovites, et le PCF, comme on l'a vu, lui retire également son aide dès janvier. Les conditions pour une activité du parti en France n'étant plus réunies, Tito se voit contraint de chercher à se ressourcer au pays, aussi bien politiquement que financièrement, car il ne reçoit plus l'aide financière de Moscou. Confronté à la perspective d'une attente sans ressources et privé de tout moyen d'agir, Tito décide de faire un saut dans l'inconnu et de désobéir à l'ordre formel de Komintern en se rendant en Yougoslavie.

---

<sup>14</sup> Simić, *Kad, kako i zašto*, 161.

<sup>15</sup> Le rapport de Djilas, Belgrade janvier 1938, RGASPI, F. 495, op. 11, d. 342, p. 97.

<sup>16</sup> Tito à Comité Central du PCF, Paris le 23 mars 1938, JBT, vol. IV, 35.

<sup>17</sup> Tito à Comité local du PCY dans le pénitencier de Mitrovica, Paris le 2 février 1938, JBT, vol. IV, 24, 25.

Privé de légitimité formelle, Tito décide de la chercher dans l'action au pays. Décision hasardeuse d'autant qu'il entreprend une action qui va à l'encontre des instructions du Komintern. Il est pleinement conscient de la gravité de son geste puisqu'il écrit par deux fois à Dimitrov fin mars et début avril 1938 afin de s'expliquer, de se justifier. Pour la première fois Tito aborde la question épineuse de la concurrence du « centre alternatif », en accusant ouvertement Marić et Kusovac d'être en opposition au Comité central.<sup>18</sup> Il se voit obligé de défendre le Comité central et sa propre action au vu des accusations portées par ces opposants. En termes choisis, il se déclare contre la purge du Comité central et du parti en général, affirmant que l'influence néfaste de Gorkić a été circonscrite à quelques intellectuels à l'étranger, et que le parti est toujours sain et capable de faire face aux dangers qui pèsent sur la Yougoslavie. Il mentionne notamment le danger que représente l'Anschluss de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne comme étant la raison principale de sa décision de partir pour la Yougoslavie.<sup>19</sup>

La véritable raison de son départ est tout autre. Non seulement l'action entreprise par Miletić et ses fidèles concurrence l'activité des directions régionales, mais encore elle enlève toute légitimité à celle du Comité central en répandant la nouvelle de l'arrestation de Gorkić. Depuis son retour à Paris, Tito entretient au nom du Comité central une communication régulière avec les directions régionales du parti. Il se garde bien d'y évoquer l'absence de contact avec Moscou et à plus forte raison le fait que son supérieur hiérarchique a été arrêté à Moscou comme traître à la cause communiste. Lorsque cette nouvelle est connue, il se doit de se rendre sur place pour affirmer son autorité et la légitimité du Comité central qu'il représente désormais à lui seul. Il s'y attelle dès son arrivée à Zagreb à la fin du mois de mars 1938, car déjà les hommes de Miletić, ainsi que les proches de Marić, notamment en Dalmatie dont il est originaire, exigent que l'on purge le parti des hommes de Gorkić. Cette chasse aux sorcières n'est en fait qu'un prétexte pour imposer leurs fidèles dans les postes clés du parti. Tito est donc obligé de faire une apparition personnelle à Ljubljana et à Belgrade pour démontrer que le Comité central contrôlait toujours le parti.<sup>20</sup> Comme d'habitude il établit son quartier général à Zagreb,

Le pays traverse une période très instable. C'est dans cette situation que les conflits intérieurs au parti communiste yougoslave se déroulent. L'Anschluss de l'Autriche a pour résultat que la Yougoslavie a maintenant une frontière commune avec le Troisième Reich. Une partie de l'opinion publique slovène verrait même favorablement une expansion de l'Allemagne vers le Sud. Tito, qui s'en est rendu compte, fait alors éditer une proclamation du parti en slovène pour combattre cette tendance. Sa présence en Slovénie était motivée aussi et avant

---

<sup>18</sup> Tito à Dimitrov, Paris le 23 mars 1938, JBT, vol. IV, 36–38.

<sup>19</sup> Tito à Dimitrov, Zagreb le premier avril 1938, V, vol. IV, 39–42.

<sup>20</sup> Tito à Prežihov Voranc, Zagreb le 13 et le 27 avril 1938, JBT, vol. IV, 42–46.

tout par sa participation à la conférence du parti slovène. C'est l'occasion pour lui de confirmer l'existence du Comité central, tout en luttant contre les hommes de Miletić, présents eux aussi à la conférence. Par contre il n'arrive pas à se rendre en Dalmatie ni à y influencer la direction du parti qui reste aux mains des hommes de Marić.

La division dans le parti ayant pris des proportions inquiétantes, Tito prend l'initiative de créer une direction nationale capable de remplacer le Comité central de Gorkiĉ, désormais inexistant et discrédité. C'est début mai que se tient en Slovénie une réunion des représentants des partis communistes de Slovénie et de Croatie, ainsi que des délégués de la direction régionale de Serbie. Tito y crée la direction temporaire du parti yougoslave dont font partie Edvard Kardelj et Martin Leskošek pour la Slovénie, Milovan Djilas et Aleksandar Rankoviĉ pour la Serbie, Josip Kraš et Andrija Źaja pour la Croatie, et Ivan Lola Ribar représentant de la jeunesse communiste. La mobilisation de toutes les forces dont il dispose doit assurer la légitimité de Tito aussi bien face à ses concurrents au sein du parti yougoslave qu'auprès du Komintern. D'un point de vue purement formel, cette nouvelle direction du parti n'a en fait aucune légitimité puisqu'elle n'a pas obtenu l'aval préalable de Moscou. La dernière fois que le parti yougoslave avait pris une initiative semblable, lors de la conférence d'avril 1936 à Vienne, l'expérience s'était terminée par la dissolution du Comité central de l'époque. Le soutien apporté à Tito par les directions régionales (à l'exception de la Dalmatie) n'a pas une importance décisive. Mais ses déplacements à travers le pays permettent à Tito d'écarter tout danger de voir se créer un éventuel « centre alternatif de parti dans le pays ». Tito se rend notamment à Belgrade pour la première fois depuis 1927. Il y séjourne en mai en essayant d'intensifier l'action du parti dans la partie orientale du pays pour contrecarrer l'influence des hommes de Miletić qui y est très forte. Cependant le sort du parti yougoslave, et de Tito personnellement, dépendront entièrement de la façon dont le Komintern jugera l'action des deux fractions au sein du parti, celle de Tito d'un côté et celle de Marić, Kusovac et Miletić de l'autre.

L'incertitude sur les intentions de Moscou semble prendre fin lorsque Tito reçoit fin mai une invitation à se rendre à Moscou. La nouvelle lui arrive par Paris lorsqu'il se trouve à Zagreb. Avant de quitter le pays, Tito décide de faire une dernière tentative de régler les affaires du parti en Dalmatie. Son voyage à Split n'ayant rien donné, il est contraint de revenir à Paris sans pouvoir se prévaloir d'avoir rétabli son autorité dans le pays entier. Arrivé à Paris le 13 juin, Tito est obligé d'y attendre plus de deux mois un visa pour l'URSS. Il ignore qu'au siège du Komintern les réunions sur la question yougoslave se succèdent depuis l'été 1937 sans qu'une solution puisse être trouvée. En mars 1938, après une série de comités tenus depuis janvier et réunissant Georgi Dimitrov, Manouilski et Pieck, le secrétariat balkanique fait une analyse de la situation dans le parti yougoslave. C'est finalement le 26 avril 1938 que la proposition est faite à Dimitrov

de faire venir Tito à Moscou. C'est la conclusion du travail de la commission yougoslave signé par Pieck et par Vasil Kolarov, communiste bulgare et membre du Comité exécutif du Komintern.<sup>21</sup> A la suite de cette conclusion Tito reçoit bien l'invitation de se rendre à Moscou, mais le visa tarde à venir : les organes de sécurité soviétiques ne font pas confiance à l'argumentation du Komintern car les purges y ont toujours cours.

Au fur et à mesure que les rapports arrivent de Paris et par la suite de Yougoslavie, la bureaucratie moscovite rédige ses commentaires ou sollicite les avis des communistes yougoslaves présents. L'appréciation de ces rapports n'est pas liée à leur contenu, mais plutôt au sort réservé à leurs auteurs. Les purges étant toujours en plein essor, les rapports peuvent être interprétés comme des accusations fondées sur les liens présumés ou avérés avec ceux qui étaient déjà condamnés et le plus souvent exécutés comme espions capitalistes, ou de manière plus générale comme ennemis de l'URSS. L'avenir plus qu'incertain des cadres du Komintern fait que les accusateurs d'hier peuvent devenir les accusés de demain. Les premières lettres de Marić sont très mal accueillies par Zigmas Angaretis, le redoutable secrétaire de la Commission du contrôle intérieur du Komintern. En novembre 1937 il aboutit à la conclusion que Marić avait probablement été autrefois un agent de l'Okhrana, la police secrète tsariste.<sup>22</sup> Une telle accusation ne pouvait avoir qu'une seule conclusion. Pourtant, avant même que Marić ait pu être confronté à de telles accusations, c'est Angaretis lui-même qui disparaît après avoir été condamné comme « nationaliste lituanien ». Du coup, non seulement Marić se voit lavé de tout soupçon, mais il gagne même en estime. De la même façon, les accusations virulentes de Horvatin contre Tito aboutissent à un résultat opposé lorsque Horvatin est arrêté en février 1938. On trouve encore la même situation avec le soutien apporté par Cvijić au « centre alternatif du parti à Paris » lorsqu'il est arrêté en juillet 1938 par les services de sécurités soviétiques. En conséquence de tout cela, la décision sur le sort du parti yougoslave reste suspendue avant que l'on puisse distinguer le bon grain de l'ivraie dans le parti. En attendant, les étrangers sont soupçonnés et tenus à l'écart de l'URSS pour des raisons de sécurité. C'est pourquoi ni Tito ni Marić ne peuvent obtenir de visa pour l'URSS. Seuls les cadres yougoslaves qui avaient adhéré au parti soviétique, et à plus forte raison ceux qui avaient pris la nationalité soviétique, peuvent revenir à Moscou, souvent d'ailleurs pour y connaître un sort qui le plus souvent était des plus tragiques.

Pour sortir de l'impasse où il se trouve à Paris, Tito a cependant besoin d'un contact direct avec Moscou. Il parvient à l'établir à l'aide de Josip Kopinič,

---

<sup>21</sup> Stanke Dimitrov à Georgi Dimitrov, Moscou le 26 avril 1938, RGASPI, le dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. II, p. 221.

<sup>22</sup> Angaretis à Pieck et Manouilski, Moscou le 13 novembre 1937, RGASPI, F. 495, op. 11, d. 343, p. 71.

officier de marine, qui comme communiste yougoslave s'était réfugié à Moscou où il est devenu citoyen soviétique. Ce dernier, après avoir étudié à Moscou, avait été envoyé par le Département des Cadres en Espagne, où il se distingua comme commandant de sous-marin, ce qui lui valut même d'être décoré par les autorités soviétiques. Après une année et demie passées à bord d'un sous-marin il est à Paris en juillet 1938 en vacances. Ce héros de la révolution espagnole est le messenger parfait pour Tito. En tant que chef officieux du parti yougoslave, Tito le charge de porter son rapport au Komintern. Avec son passeport soviétique, Kopinič se rend à Moscou sans problème en juillet. C'est après avoir déposé le rapport de Tito au secrétariat de Pieck, qu'il apprend au Département des Cadres (où il allait faire son propre rapport), que de graves accusations sont portées contre Tito. On soupçonne Tito et le parti yougoslave d'être à la solde de la police yougoslave, ce serait la seule explication possible de la survie du parti en absence de l'aide matérielle de Moscou. On reproche à Tito d'avoir nommé le fils d'un politicien bourgeois, c'est-à-dire Lola Ribar, principal dirigeant de la jeunesse communiste yougoslave.<sup>23</sup> En conséquence il se sent obligé d'écrire à son tour à Dimitrov pour demander que le visa soit accordé à Tito. L'intervention de Kopinič, héros de la guerre d'Espagne, s'avère fructueuse, notamment grâce à sa renommée acquise en Espagne. Tito reçoit finalement le visa et part le 23 août 1938 pour Moscou. Cela représente en fait une victoire pour Tito, car le Komintern l'avait convoqué lui, et non ses adversaires, pour qu'il puisse expliquer ses choix et justifier sa conduite. Néanmoins, le chemin sera encore long, car il doit faire face à des soupçons et des accusations dont celles communiqués à Kopinič n'étaient que les premières d'une longue série.

Tito arrive à Moscou en tant que dernier survivant de l'époque Gorkiç. Dans l'histoire du parti yougoslave, la période de 1932 à 1938 est marquée par l'ingérence décisive du Département des Cadres. Il est à remarquer que Gorkiç et Vladimir Ćopić avaient travaillé pour le compte du Département des Cadres (respectivement dans les partis anglais et tchécoslovaque) avant d'être nommés à la direction du parti yougoslave. Le parti se trouve sous l'étroite surveillance des hommes du Département, dont notamment Spiner (de son vrai nom Ivan Karaivanov, communiste bulgare), qui contrôle les cadres du parti à Moscou, et suit les activités du parti à l'étranger. Marić témoigne de sa présence à Prague et à Vienne en 1936.<sup>24</sup> Finalement le retour de Tito à Moscou est dû aussi au soutien d'un autre cadre du Département, Kopinič. Dans la Russie stalinienne, cette évolution du parti yougoslave correspond à un processus plus large de la prise en main des structures du parti soviétique et du Komintern par les services de sécurité. Les purges ne sont que la dernière conséquence de cette tendance sécu-

---

<sup>23</sup> Vjenceslav Cenčić, *Enigma Kopinič* [L'énigme Kopinič] (Belgrade : Rad, 1983), vol. I, 85–88.

<sup>24</sup> Ivo Marić, *Souvenirs*, AY, MG 2231/7, pp. 11, 17, 18.



ritaire, la plus néfaste et la plus destructrice. Le parti yougoslave ne peut y échapper à son tour, et on doit remarquer que ce sont précisément les hommes liés au Département qui sont les premières victimes, même ceux qui sont le mieux intégrés dans la société soviétique, membres du parti ou citoyens soviétiques.

La position de Tito est unique, car ses liens avec le Département restent confidentiels et ses multiples séjours en URSS sont toujours limités dans le temps. Il faut noter que les autres hommes forts du parti yougoslave liés au Département l'ont été officiellement. Dans leurs biographies, leur appartenance au Département est clairement précisée et de plus ils sont membres du parti soviétique. Dans le cas de Tito une telle mention est absente et il n'a jamais été membre du parti soviétique. Il reste toujours un homme de terrain, il n'a jamais obtenu, ni cherché à le faire, la prestigieuse qualité de membre du parti soviétique, et son travail pour le Département s'est accompli dans l'ombre. Néanmoins, sa position particulière ne le met pas à l'abri de l'obligation de justifier sa conduite et il s'y attelle dès son arrivée à Moscou.

Tito est de retour à Moscou le 24 août 1938 après presque deux années d'absence. Il y revient, seul rescapé de l'époque Gorkić dont il doit à tout prix se démarquer sous peine de connaître le même sort. Il sait pertinemment que toute incohérence, tout écart idéologique constatés dans sa conduite pendant ses deux années d'absence peuvent mettre en cause non seulement son avenir dans le parti, mais sa propre vie. Dans un premier temps, son rapport au Comité exécutif du Komintern présente ses explications sur son œuvre au pays et son activité à Paris. Il les présente une deuxième fois au Département des Cadres, lorsque cette instance du contrôle intérieur soumet à des vérifications poussées non seulement son travail, mais aussi toutes ses fréquentations, et notamment le choix des collaborateurs dont il s'était entouré.

Selon une procédure bien rodée, on lui laisse le temps de rédiger ses rapports. Il dispose d'un avantage certain, car il est capable de les rédiger directement en russe sans avoir à passer par des traductions susceptibles d'en influencer le cours. Début septembre il en remet sept en tout au Comité exécutif du Komintern : ce sont de longues pages traitant de l'activité du parti yougoslave et des syndicats, de la situation politique dans le pays. Il s'y efforce de démontrer avoir suivi les instructions du Komintern, notamment en créant une nouvelle direction du parti dans le pays.<sup>25</sup> La direction temporaire du parti est en dernière instance son principal atout, car elle témoigne du renouveau de l'activité communiste en Yougoslavie. Cette renaissance de parti yougoslave après des années de rafles et de purges, Tito la porte à son crédit tout en stigmatisant ses

---

<sup>25</sup> Les rapports de Tito du 9 septembre 1938 étaient consacrés à : l'organisation intérieure du PCY, le Parti d'unité ouvrière, le Front populaire, le front commun des forces de gauche, tandis que son rapport sur l'activité syndicale était écrit le 3 septembre 1938, JBT, vol. IV, 83–110.



concurrents du « centre alternatif du parti à Paris » comme auteurs de troubles dont l'activité n'est motivée que par l'intérêt personnel et la volonté de s'assurer le contrôle du parti.

Ses rapports servent de base à des discussions avec le Comité exécutif lors de la réunion spéciale du 17 septembre consacré au parti yougoslave. Convie à la réunion il peut étayer ses écrits de commentaires et d'explications orales. A l'issue de la réunion, Tito se voit même nommé membre de la commission censée rédiger le programme politique du PCY : il y côtoie Manouïlski, Moskvin alias Meer Trissler et ancien chef du Département étranger de la Guépéou et membre du Comité exécutif du Komintern, et Otto Kussinen, fondateur du parti finnois et lui aussi membre du Comité exécutif. Siégeant à la commission avec l'homme de confiance de Staline et le chef officieux des services secrets du Komintern, Tito peut penser avoir reçu un satisfecit pour son action en Yougoslavie. N'est-il pas le seul homme de terrain et le seul cadre du parti yougoslave convié à participer au processus de décision dont dépend l'avenir du parti?<sup>26</sup> Cependant, si la Commission dont Tito fait désormais partie doit formuler les grandes lignes de la future action du parti yougoslave, le choix des hommes qui seront investis de la confiance du Komintern pour la réaliser est du ressort du Département des Cadres. Le système de contrôle intérieur travaillait sur le dossier yougoslave depuis l'arrivée de Tito, car il lui fallait vérifier sa conduite pendant ses deux années d'absence. En attente de son « jugement » si l'on peut dire, Tito est invité à intégrer la rédaction serbo-croate des Presses Internationales à Moscou où il participe avec Kopinič et Čopić à la traduction en serbo-croate de L'Histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique – bolchevique de Staline.

Le Département des Cadres exige à son tour que Tito lui rende des comptes sur sa gestion du parti pendant les deux dernières années. Il n'est pas question cette fois de stratégie politique, mais d'un rapport détaillé sur son activité personnelle, si ce n'est jour par jour du moins étape par étape, aussi bien au pays qu'à l'étranger. Tito s'acquitte de cette obligation en en faisant une relation exhaustive adressée le 15 septembre au camarade Moskvin en personne. Il ne manque pas d'y proposer son explication des éléments cruciaux de son action tels que ses rapports avec Gorkić, l'affaire du navire la Corse, le conflit avec le « centre alternatif à Paris », et la création de la « direction temporaire ». Le point commun de tous ces moments et principal sujet de sa relation est la gestion des cadres, et les rapports au sein du Politburo Gorkić.<sup>27</sup> Le Département des cadres dispose, outre sa version des faits, des nombreuses dénonciations de la part du « centre alternatif du parti » le concernant. Marić et Kusovac accusent Tito de s'être entouré de collaborateurs issus de familles bourgeoises, tel Lola Ribar. Ils

---

<sup>26</sup> Simić, *Kad, kako i zašto*, 175.

<sup>27</sup> Le rapport de Tito à Moskvin, Moscou le 15 septembre 1938, RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, pp. 249–261.

ne manquent pas d'évoquer sa responsabilité dans l'échec du projet de l'envoi de volontaires yougoslaves en Espagne par le navire « La Corse ».<sup>28</sup>

La nécessité de confronter les accusations dont il fait l'objet avec ses explications occupent les supérieurs de Tito au Département des Cadres et amènent Dimitrov à repousser la décision sur le sort du parti yougoslave et de Tito. Celui-ci se méprend sur les raisons de cette attente qu'il attribue à la procédure bureaucratique, croyant avoir obtenu l'aval du Komintern pour le travail effectué au pays. A deux occasions, en octobre et novembre, il écrit à Dimitrov pour solliciter une entrevue avant son retour au pays.<sup>29</sup> Il désire retourner en Yougoslavie au plus vite afin de diriger l'action du parti en vue des élections législatives de novembre 1938. Les échéances électorales yougoslaves revêtent peu d'importance pour le Département des cadres, comparées au fait que les conflits intérieurs au sein de parti yougoslave perdurent et que la précédente direction (Gorkić et Gržetić) ainsi que leurs détracteurs (Horvatin et Cvijić) sont tous soit déjà morts soit internés dans les geôles staliniennes. Mais rien ne prouve que tous les ennemis et tous les traîtres ont été écartés du parti yougoslave. C'est pourquoi Tito doit rester à la portée de la justice communiste, étant un suspect possible et le prochain sur la liste. La vague déferlante des purges du parti yougoslave continue. Čopić, l'homme qui avait fait venir Tito à Moscou disparaît en novembre 1938 sans laisser de trace. Čopić sera condamné et exécuté l'année suivante sans que le parti yougoslave ait droit à une explication.<sup>30</sup> Les autorités soviétiques ne fournissent que des informations laconiques concluant qu'il s'agissait d'un espion. La disparition de son ancien mentor a un effet dévastateur sur Tito. Non seulement il est atterré, mais il se sent lui aussi en péril, ainsi d'ailleurs que tous les cadres étrangers logés comme lui à Hôtel Lux. Après deux années d'absence l'endroit et l'ambiance n'ont plus rien de familier pour lui. Tito observe ce climat de méfiance et de peur généralisée aussi bien à l'Hôtel Lux qu'au Komintern et les cadres des partis étrangers participent à l'épuration des rangs du Komintern aussi bien comme objets d'une xénophobie réelle que comme dénonciateurs s'accusant mutuellement.<sup>31</sup> Il peut constater que presque toutes les nuits des personnes disparaissent de l'Hôtel Lux sans qu'on sache pourquoi (comme cela est arrivé à Čopić par exemple). L'expression courante « *oni vzjali* » (ils l'ont pris) est l'expression utilisée pour désigner complètement et définitivement le sort

<sup>28</sup> Andreev à Dimitrov, Moscou le 22 septembre 1938, RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, pp. 352–353.

<sup>29</sup> Tito Dimitrov, Moscou le 17 octobre 1938, F. 495, op. 74. d. 589, p. 58; Moscou le 2 novembre 1938, F. 495, op. 74. d. 589, p. 59.

<sup>30</sup> Pero Simić, *Svetac i magle : Tito i njegovo vreme u novim dokumentima Moskve i Beograda* [Le Saint et le brouillard : Tito et son temps dans les nouveaux documents de Belgrade et Moscou] (Belgrade : Službeni list Srbije, 2005), 84.

<sup>31</sup> Cenčić, *Enigma Kopinić*, vol. I, 89.

des personnes concernées. Demander « pourquoi » ou « comment » est alors fortement déconseillé. Dans ce climat oppressif et plein de dangers Tito se voit contraint de se conformer aux règles implicites du monde stalinien en s'efforçant de ne pas attirer l'attention sur lui. Il s'applique à bien peser ses propos, à faire attention à ses fréquentations, en un mot à éviter tout piège inhérent à la vie en Union soviétique au temps des purges. Il doit apprendre à maîtriser la peur au quotidien, tout en continuant à travailler pour recevoir l'approbation du Komintern pour son travail au pays afin d'éviter de suivre ses prédécesseurs sur le chemin qui mène inexorablement vers la tristement fameuse prison moscovite de « Lublianka » et le peloton d'exécution.

Même s'il cherche à se tenir à l'écart autant que possible de la purge, la vérification dont il est l'objet l'oblige à s'expliquer et à clarifier ses relations avec tous ceux qui ont été appréhendés par les organes de sécurité soviétiques. On lui demande donc de rédiger les caractéristiques de ses anciens collègues à la direction. Ce n'est pas la première fois qu'il se livre à cet exercice devenu en l'occurrence particulièrement périlleux. En rédigeant les caractéristiques des autres, Tito rédige en fait la sienne. Il lui faut se démarquer clairement de tous ceux dont le sort est déjà scellé, sous peine de les rejoindre dans les geôles staliniennes. Tito doit être particulièrement vigilant et circonspect car il n'ignore pas que de lourds soupçons pèsent déjà sur lui du fait de sa collaboration étroite avec Gorkić. Il choisira donc, même après avoir quitté l'URSS, de ne jamais douter de la véracité des accusations portées contre les victimes des purges staliniennes. Au printemps 1939 il confirme à Djilas que Gorkić était un espion.<sup>32</sup> La preuve en était, selon Tito, le fait que Gorkić, lorsqu'il y séjournait en 1930 avait d'abord été pris par la police britannique qui l'avait libéré par la suite. Il est impossible de savoir s'il s'agissait d'une conviction profonde de Tito, de la discipline communiste, ou même de la satisfaction de voir disparaître définitivement son concurrent. Quoi qu'il en soit, la difficulté de rédaction des caractéristiques par Tito obéit plutôt à des considérations pratiques que morales. Il doit expliquer pourquoi il n'avait pas signalé plus tôt l'activité séditeuse de tous ces traîtres au sein de la direction. La liste est déjà longue et les noms de presque tous ses anciens collègues du Comité Central y figurent. Pour se justifier, Tito cherche à démontrer qu'il avait eu alors de sérieux différends avec eux et qu'il avait déjà signalé leur comportement néfaste au Komintern.<sup>33</sup>

---

<sup>32</sup> M. Djilas, *Memoir of a Revolutionary* (New York : Harcourt Brace Jovanovich, 1983), 303, 304. Il faut souligner que toutes les victimes yougoslaves des purges staliniennes ont été progressivement réhabilitées par les autorités après le XX<sup>e</sup> congrès du parti soviétique. Voir à ce propos Simić, *Svetac i magle*, 83–88. Leur réhabilitation dans le parti yougoslave fut bien plus tardive et certain ne l'ont jamais été réhabilités, comme ce fut le cas avec Gorkić.

<sup>33</sup> Il écrit le 23 septembre 1938 les caractéristiques de Kamilo Horvatin, Djuka Cvijić, ses anciens adversaires, membres de la fraction de gauche, mais aussi de Gorkić et Gržetić, avec

\*\*\*

Les caractéristiques de ses anciens collègues du Comité central du PCY écrites par Tito en septembre 1938 révèlent en creux l'image que Tito veut donner de lui-même. En écrivant des caractéristiques de Horvatin et de Djuro Cvijić il les présente comme les chefs de file de la fraction de gauche dont ses rapports étaient plus que froids car Tito combattait toutes les fractions au sein de PCY. De Horvatin il ajoute que son tendance de s'enivrer et son attitude peu sérieuse déshonora le PCY et qu'il avait attiré l'attention de Spiner, Parović et Čopić à la conduite inacceptable de Horvatin, pour conclure qu'il avait rédigé à ce propos une caractéristique au Département de cadres en 1936.<sup>34</sup> Tito pouvait se prévaloir de son vigilance et de zèle dans le combat contre les éléments négatifs au PCY dont le préuve fut la caractéristique de Horvatin en 1936. Parmi ceux à qui il a relaté la mauvaise conduite de Horvatin il ne cite pas Gorkić, ce qui aurait dû être normal car il fut le secrétaire général du PCY, mais seulement ceux dont le comportement ne fut encore mis en cause par les purges staliniennes. Lorsqu'il n'est pas à même de démontrer qu'il avait déjà signalé l'activité séditeuse de ces anciens collègues il s'empresse de dire qu'il avait peu sinon presque pas de contacts avec eux pour conclure qu'il ne leur faisait pas de confiance de tout car ils étaient membres de fractions de gauche Cvijić ou de droite Sima Marković. Lorsqu'il n'est pas à même démonter son vigilance au sujet d'un de ses collègues qui ont été jugés ennemis de la patrie de socialisme, tel Stjepan Cvijić, Tito ne rechigne pas à admettre sa faute.<sup>35</sup> Ce fut une attitude prisé dans la période stalinienne, à savoir la capacité d'admettre la faute et de donner des preuves de sa volonté de les corriger par la suite.

Ses liens avec Gržetić et Gorkić, respectivement le représentant de PCY auprès de Komintern et le secrétaire général du PCY lorsque Tito devint le numéro deux du parti nécessitaient les explications plus détaillées. De Gržetić il relate que leurs rapports étaient bons jusqu'à ce que Tito arrive à le connaître mieux lors de sa permanence à Moscou en 1935 et 1936, ce qu'il l'a poussé de demander à Pieck, en été 1936, que Gržetić soit relève de ses fonctions car Tito l'a considéré comme un saboteur. Or, Gorkić fut à même de sauver son ami. Ce dernier, entant le supérieur hiérarchique de Tito, eût droit à un portrait détaillé dans sa caractéristique. Le fait qu'il fut envoyé par Gorkić au pays plusieurs fois après sa sortie de prison, Tito décrit en 1938 comme la volonté de Gorkić de l'éliminer en l'envoyant aux bras de la police yougoslave et de nouveau en pri-

---

qui il a œuvré quotidiennement pendant des années, de son vieux ami Antun Mavrak, et des anciens secrétaires généraux du PCY, Filip Filipović et Sima Marković. RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. II, pp. 268–273.

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> Ibid.

son. Néanmoins, Gorkić comme l'homme de Komintern au début fut une autorité indiscutable pour Tito jusqu'à ce qu'il ne fût utilisé exclusivement comme l'homme de terrain ce qu'il fit naître de soupçons :

La méfiance s'accrut lorsque Gorkić apporta un soutien sans faille à Gržetić et je me suis rendu compte que les militants de parti n'étaient que des pions pour lui. Je considérais cette politique comme erronée mais je ne voyais pas en lui un saboteur et un ennemi. Nous n'étions jamais proches, car je maintins toujours ma réserve. Le fait que je n'ai pas refusé de travailler avec lui, à partir de l'automne 1936 au sein de la nouvelle direction, s'explique par le refus du Comité exécutif d'accepter ma candidature, proposée et soutenue à l'unanimité par la délégation yougoslave au VII<sup>ème</sup> Congrès du Komintern. ...

Déjà à l'automne 1937 j'étais très mécontent par la politique de sabotage de Gorkić. Nous avons eu des conflits dans notre correspondance à cause du traître Munk, que Gorkić s'efforça à chaque occasion de populariser, même lorsqu'il fut évident qu'il fut un grand traître. ... Je dois admettre, que j'ai sérieusement réfléchi en été 1937 de quitter le Politburo du Comité central de telle manière que j'aie le permis de la part de Comité central d'aller en Espagne, après que je termine les affaires importantes à l'étranger. Gorkić a dit qu'il a le droit de veto. Le fait que la direction est restée à Paris et elle n'est pas venue au pays comme ce fut décidé au Komintern ; le fait que je fus le seul à me rendre au pays ; le fait que Gorkić voulait savoir où est-ce que je logeais au pays, m'ont poussés à me méfier de lui et d'avoir des soupçons envers lui. L'idée que Gorkić veut me détruire en me délivrant à la police m'est parue terrible mais elle ne me quittait pas. Je ne pensais pas qu'il fut espion mais le carriériste qui ne rechigne devant rien pour détruire les camarades qui pouvaient être un obstacle pour lui.<sup>36</sup>

La tentative de Tito de se justifier consistait en un savant mélange des craintes réelles et des interprétations *post festum* de sa collaboration avec Gorkić. Qu'il a pu nourrir des craintes au sujet des véritables motivations de Gorkić n'est pas exclu, mais qu'il a manifesté sa désapprobation de ses décisions au point de vouloir quitter le Politburo, est manifestement exclu, car les preuves d'un tel comportement manquent cruellement. Néanmoins, Tito voulait démontrer qu'il fut en désaccord permanent avec Gorkić, mais qu'il ignora sa véritable dangerosité, car dans ce dernier cas il aurait été tenu de le dénoncer immédiatement. Vu les circonstances les caractéristiques étaient rédigées dans la manière qui fut la seule à pouvoir le disculper.

Il faut bien comprendre l'atmosphère d'une époque où même le secrétaire général du Komintern, Georgi Dimitrov, n'est pas à même d'intercéder en faveur de ceux qui sont tombés aux mains des autorités soviétiques. Or, Tito ne montre même aucune intention de le faire. On peut remarquer que les caractéristiques de ses collègues, écrites à trois reprises en 1935, 1936 et en septembre 1938, font preuve d'une certaine cohérence. Tito s'y montre en règle générale à la fois

---

<sup>36</sup> Ibid.

très circonspect et très attentif à la ligne du Komintern. Seules les personnes qu'il connaît et avec lesquelles il a collaboré avant de venir à Moscou ont droit à des caractéristiques positives. Néanmoins, dès qu'elles se trouvent en opposition avec la ligne du Komintern, Tito ne manque jamais de prendre ses distances avec elles afin de s'aligner sur la position officielle. Dans un premier temps, c'est le cas de tous les membres des différentes fractions, de tous ceux qui se sont alors opposés à Gorkiċ. Lorsque ce dernier est pris, tous ses proches collaborateurs et plus généralement tous ceux qui ont été pris par le NKVD ont droit à une caractéristique négative de la part de Tito, et cela de manière inexorable et systématique. Il faut souligner à son crédit qu'il n'accable jamais le premier ses collègues. Mais il ne rechignera jamais à se joindre au chœur de ceux qui jugent sans états d'âme les victimes des purges stalinienne.

Comme on a déjà eu l'occasion de le constater, la rédaction des caractéristiques était une pratique courante faisant partie notamment des tâches des dirigeants du parti. A plusieurs reprises Gorkiċ, Ćopić et Parović ont eu l'occasion d'en faire pour présenter de nouvelles recrues au Komintern ou pour donner leur avis sur les cadres déjà à Moscou. Cependant, il faut faire la différence entre ce type de caractéristiques et les accusations en règle ayant pour objectif d'écartier un concurrent de la direction du parti, comme ce sera le cas des dénonciations du « centre alternatif » contre Tito, ou celles qui sont rédigées en 1937 par Horvatin et Cvijiċ contre Gorkiċ. Tito n'a pas porté d'accusations pouvant entraîner la peine de mort, exception faite de celles écrites contre ses concurrents du « centre alternatif ». Il faut préciser que ceux-là ne sont jamais retournés en URSS, mais après la guerre en Yougoslavie où ils seront marginalisés et même parfois poursuivis paradoxalement en 1948 comme partisans de Staline lors de la rupture entre la Yougoslavie et l'URSS.

En revanche les membres du « centre alternatif » continuaient avec leurs délations de Tito. En automne 1938 Tito a fort à faire pour se défaire de leurs accusations qui le touchent de très près lorsque le cas de son épouse est évoqué. En effet Joanna Koenig, alias Lucie Bauer, épouse de Tito, est arrêtée à Moscou en septembre 1937 comme espionne de la Gestapo. Les concurrents de Tito à Paris, Marić et Kusovac, ne manquent pas l'occasion d'en profiter pour déclarer qu'il n'est plus digne d'être le principal responsable du parti. Dès son arrivée à Moscou en août 1938, le Département des Cadres, reprenant son dossier, relève que son épouse a été arrêtée par le NKVD.<sup>37</sup> Son drame familial devient ainsi un problème politique pour Tito. La nature même des purges exige que l'on puisse démontrer sans l'ombre d'un doute qu'on a su se démarquer de tout « ennemi du communisme ». La nature des liens unissant Tito et Lucie est telle qu'il s'expose à des attaques. Son mariage n'est pas une simple affaire de circonstance dictée

---

<sup>37</sup> Belov à Dimitrov, Moscou le 17 octobre 1938, RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. II, pp. 240–243.

seulement par la nécessité de trouver un foyer pour son fils. Après son départ de Moscou, Tito rédige au printemps 1937, de Paris, de véritables lettres d'amour adressées à Lucie. Elles constituent un des rares témoignages de la vie privée de Tito. On y découvre un mari attentionné et amoureux. Tito s'y fait beaucoup de soucis pour la santé de son épouse, à l'époque épuisée et malade. En mars 1937 Tito écrit à Lucie :

Je tiens beaucoup à toi. Nina mi à dit que t'es assez faible. Est-ce que tu t'es effectivement un peu reposé. De ta lettre j'ai appris tout de ce qu'il t'est arrivé. ... Tu dois avant tout faire attention à ta santé.<sup>38</sup>

Le moi suivant il répond à la lettre de Luci en disant :

J'ai reçu ce soir avec une joie immense tes deux lettres... Ma petite bien-aimée, je suis très content que tu te réjouisses de ton départ. Nina m'a raconté que t'étais très triste. Maintenant tu ne dois pas avoir des pensées noires. Tout ira bien de nouveau.<sup>39</sup>

Il termine sa dernière lettre qui nous est parvenu en date du 29 mai 1937 avec le souhait suivant :

Maintenant ma petite bien-aimée, je souhaite que vienne le plus tôt possible chez ton mari, car tu lui manques beaucoup.<sup>40</sup>

Après l'arrestation de Lucie, les sentiments et les attentions lui ayant été destinés deviennent des chefs d'accusation contre lui. Son souhait naturel de réunir son couple peut être interprété comme une tentative de soustraire une ennemie à la justice soviétique en la faisant venir à Paris.

Pour s'expliquer et clarifier la nature de sa relation avec Lucie, Tito est invité à écrire l'histoire de leur union afin de démontrer qu'il n'a pas manqué à son devoir de vigilance et pour réfuter les accusations de complicité avec une « traître ». En septembre 1938 il rédige un rapport sur sa brève histoire d'amour avec Lucie, dans lequel il s'efforce de faire preuve d'autocritique en confessant que son souhait de faire venir son épouse près de lui était une tare importante dans sa carrière. Il y dit :

Pour moi il fut très difficile lorsque j'étais seul avec le petit [son fils Zarko], car je travaillais au Komintern ; et il restait seul et très souvent il se comportait mal dans l'hôtel Lux. En conséquence arriveraient sans cesse des plaintes contre lui de la part de la direction de l'hôtel. Lorsque j'ai fait la connaissance d'une autre femme je lui ai proposé de venir s'installer chez moi, car j'espérais qu'elle m'aiderait à faire attention au petit. Lorsqu'elle est arrivée je me suis finalement rendu

---

<sup>38</sup> Tito à Anna Kenig, alias Lucie Bauer, Paris le 29 mars 1937, RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. III.

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> Tito à Anna Kenig, alias Lucie Bauer, Paris, le 29 mai 1937, RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. III.



compte qu'elle le traite bien et je fus d'accord qu'on se marie. Cela est arrivé en automne 1936 avant que je parte à l'étranger. Je l'ai fait car elle était d'accord de s'occuper du petit et de faire attention à lui comme une mère. ... Il est vrai que je l'ai considéré assez naïve et politiquement peu instruite. C'est pourquoi je l'ai prévenue de ne pas avoir aucun contact avec des émigrés allemands, car j'avais peur que certains d'eux pourraient avoir des objectifs hostiles vers l'URSS. Mes misées en gardes furent contenues dans mes lettres depuis l'étranger. Je lui ai dit que je vais rompre notre union si elle n'accepte pas mes mises en gardes. En automne 1937 je pensais l'amener chez moi à l'étranger. J'estime que je manquais de vigilance et que cela est une tâche dans ma vie de membre du parti.<sup>41</sup>

Implicitement, il est forcé d'admettre qu'il a manqué de vigilance lorsqu'il avait envisagé de faire sortir d'URSS la personne qui s'avère être une espionne. Son autocritique prouve sa capacité de se mettre en question, de corriger ses fautes, bref de s'aligner sur la ligne du parti et du Komintern. L'autocritique est un élément indispensable dans les rapports des cadres du Komintern : elle rend plus crédibles leurs explications. Le rapport de Tito est rédigé selon les règles du genre. Tout s'y trouve : l'autocritique, l'affirmation de sa bonne foi et surtout la preuve de sa vigilance face à l'ennemi.

Quel est donc cet homme capable d'écrire des lettres pleines d'amour à son épouse pour la répudier ensuite dans un rapport de type stalinien à peine un an après ? Une fois encore il n'y voit aucun problème d'ordre moral : la sincérité de ses sentiments d'hier pour son épouse n'est pas un obstacle pour prendre aujourd'hui ses distances, dans la plus pure tradition stalinienne. La peur, l'opportunisme, le sens pratique, l'ambition personnelle guident Tito qui se voit contraint de répudier Lucie et de l'abandonner à son sort. Sa décision se voit facilitée, car il s'est déjà lié d'affection avec Herta Has, la jeune courrière slovène, de vingt-quatre ans sa cadette. Son père étant un Allemand d'Autriche, Herta est détentrice d'un passeport s'avérant précieux dans ses activités de courrier. Dès la fin de l'année 1937 Tito a de fait déjà remplacé Lucie, avant même de connaître son arrestation qu'il ignore. Sa nouvelle compagne lui assure cette présence féminine dont il a tant besoin.<sup>42</sup> Pour Tito qui vit dans la clandestinité, Herta est la compagne parfaite, et c'est cela qui compte pour lui. Grâce à son passeport autrichien elle assure la liaison entre Tito et la direction du à Paris, et les directions régionales du parti. Elle l'accompagne souvent dans ses déplacements dans le pays. Par ailleurs elle est efficace, digne de confiance, sachant s'effacer devant les impératifs de la lutte commune, elle est la compagne idéale pour un révolutionnaire professionnel. En automne 1938, après avoir rédigé la

<sup>41</sup> Le rapport de Tito au Département des Cadres, le 27 Septembre 1938, RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, pp. 223–225.

<sup>42</sup> La pratique de trouver des compagnes dans le milieu du parti était courante, car Gorkic avait aussi délaissé son épouse Betty Glan au profit d'une camarade Polonaise qu'il a fait venir à Paris.

caractéristique de Lucie, Tito fait ses courses dans Moscou en quête de fourrure pour sa nouvelle compagne sans état d'âme particulier. Son ami Kopinič, nous a laissé un témoignage sur l'affection candide que Tito éprouve pour Herta. Avant de partir à l'étranger, Tito parcourut Moscou en quête d'une bague dont il voulait faire cadeau à Herta.<sup>43</sup>

L'attitude envers ses compagnes témoigne d'un trait caractéristique de Tito. Tout état d'âme est singulièrement absent des écrits de Tito de l'époque comme de ses souvenirs à la fin de sa vie. Ses amis et collègues n'en relèvent pas non plus. Tito se montre absolument privé de tout doute et de tout remords, aussi bien au sujet de ses collègues disparus que de sa défunte épouse. Son parcours professionnel n'est jamais troublé par un questionnement intérieur, mais toujours par des conflits de pouvoir. C'est aussi le cas avec sa nouvelle histoire d'amour, car elle fournit une nouvelle occasion à ses ennemis de le dénoncer à Moscou. Le « centre alternatif du parti à Paris » accuse aussi Herta d'être une espionne de la Gestapo. Étant allemande, Herta aurait transmis aux services secrets hitlériens à Munich tous les messages qu'elle portait lors de ses aller et retour vers la Yougoslavie. Il incombera à son ami Kopinič de lever cette hypothèse pesant sur l'avenir de Tito.<sup>44</sup>

C'est sur fond de toutes ces accusations et vérifications de l'activité de Tito que la question yougoslave continue d'être étudiée au sein de la Komintern sous ses deux aspects : rédaction du programme politique et choix d'une nouvelle direction. Les bases du programme politique sont posées en septembre par la commission dont Tito fait partie. La première mouture, celle de septembre, est rédigée principalement à partir des rapports de Tito. Elle porte clairement sa marque. La tâche prioritaire de la nouvelle direction doit être de préparer le pays à résister à l'agression germanique en luttant pour renverser le régime de Stojadinović, s'appuyant pour cela sur les efforts de l'opposition unie des partis bourgeois. Il faut ensuite nettoyer le parti des éléments trotskystes et des traîtres, partisans de l'ancienne direction, mais aussi de ceux qui de l'étranger (c'est-à-dire le « centre alternatif à Paris »), veulent introduire la lutte des fractions dans les rangs du parti au pays. Pour lutter contre les traîtres et les trotskystes, le parti yougoslave doit faire des efforts afin d'éduquer ses membres et sympathisants, notamment en traduisant et publiant les textes fondamentaux du marxisme-léninisme, comme par exemple L'Histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique – bolchevique de Staline.<sup>45</sup> Ces principaux points sont repris dans la version finale du 3 janvier 1939 qui indique clairement que le parti yougoslave doit tout entreprendre pour défendre l'indépendance du pays en collaboration avec les partis de l'opposition, mais qu'il doit surtout purger ses rangs des parti-

<sup>43</sup> Cenčić, *Enigma Kopinič*, vol. I, 92.

<sup>44</sup> Ibid. 87.

<sup>45</sup> La Résolution sur le PCY, Moscou le 28 septembre 1938, RGASPI, F. 495, op. 20, d. 647.

sans de ceux qui ont été arrêtés et exécutés à Moscou.<sup>46</sup> Cette dernière version se trouve confirmée comme programme politique du parti yougoslave lors de la réunion du Comité exécutif du Komintern du 5 janvier 1939.

Le choix de la nouvelle direction va suivre un chemin beaucoup moins consensuel. Un pas décisif est franchi lorsque Vassile Kolarov, cadre bulgare, dirigeant du Département des Cadres et membre du Comité exécutif du Komintern, propose que la direction mise en place par Tito soit confirmée comme direction temporaire du parti yougoslave et qu'on lui accorde une aide matérielle. Tito n'est pas formellement mentionné pour y exercer une fonction autre que celle qu'il avait exercée jusque-là au sein de la direction temporaire. Kolarov le propose alors officiellement au poste clé de responsable des cadres. Désormais, tout correspondant des publications du Komintern devra au préalable obtenir son aval, tandis que lui seul pourra fournir la liste des camarades yougoslaves devant se rendre à Moscou. Ces cadres du parti yougoslave devaient être soumis à la « proverka » du Département des Cadres.<sup>47</sup> A l'instar de Gorkić autrefois, Tito peut contrôler effectivement le parti en surveillant les nominations et les mouvements des hommes. Mais Dimitrov s'empresse de lui expliquer que des doutes pèsent encore lourdement sur son avenir et celui du parti yougoslave.

Le secrétaire général reçoit finalement Tito le 30 décembre 1938. Leur entretien se déroule dans un climat bien plus tendu que Tito ne l'avait imaginé. Dimitrov conclut d'abord que l'activité du parti yougoslave est quasiment inexistante, et qu'il est en proie à de nombreuses fractions, dont Tito lui-même fait partie. Dans ces conditions il ne peut y avoir de solutions définitives, mais seulement temporaires. Tito ne doit pas se considérer comme investi de la confiance du Komintern, il n'en est que l'homme de liaison entre Moscou et le parti yougoslave. Sa fonction principale sera de transmettre les instructions du Komintern aux instances du parti, c'est-à-dire le programme politique. Ces instructions servent de feuille de route impérative que doivent suivre aussi bien Tito que les camarades dans le pays pour opérer le renouveau du parti. La preuve de la renaissance du parti yougoslave devra être apportée par l'organisation d'une conférence du parti ayant la légitimité de voter et entériner les instructions du Komintern. Une fois ce programme réalisé dans un délai de trois mois, Tito devra rentrer à Moscou pour faire son rapport. Entre-temps, la direction temporaire peut continuer à expédier les affaires courantes.<sup>48</sup>

---

<sup>46</sup> La Résolution sur le PCY, Moscou le 3 janvier 1939, RGASPI, F. 495, op. 20, d. 640

<sup>47</sup> Kolarov à Dimitrov, Moscou le 26 décembre 1938, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. II, p. 222.

<sup>48</sup> Le compte rendu de l'entretien de Dimitrov avec Tito, Moscou le 30 décembre 1938, Simić, *Svetac i magle*, 95–100 ; RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. II, pp. 214–220.

Le rappel à ordre de Dimitrov est plus que brutal. Au lieu d'être promu au poste de secrétaire général, comme il s'y attendait, Tito se voit traiter d'homme des fractions, accusation très grave, plus qu'il n'en faut à l'époque pour se retrouver derrière les barreaux de la « Liublianka ». Le prestige du parti yougoslave au Komintern est au plus bas du fait des querelles internes, des raffles au pays, et les purges de Moscou le placent pratiquement au dernier rang dans la famille communiste internationale. La responsabilité de cette déchéance du parti est aussi celle de Tito. C'est pourquoi, il ne peut espérer être l'architecte du son renouveau. Pour Dimitrov, cela devrait être l'œuvre de cadres nouveaux, au-delà de tout soupçon, travaillant dans le pays. Le nouveau souffle dans le parti yougoslave ne peut pas venir des rangs des émigrés (Tito inclus), divisés qu'ils sont par des luttes de fractions, mais par des hommes de terrain opérant dans la clandestinité ou sous le couvert des vitrines légales du parti. C'est ainsi que la direction temporaire, créée jadis par Tito à l'époque de Gorkiċ sans l'aval du Komintern, devient de manière paradoxale la seule autorité digne de confiance au sein du parti yougoslave.

La mise au point de Dimitrov se voit confirmée le 5 janvier par décision officielle de la commission yougoslave du Comité exécutif : elle est composée désormais de Manouïlski, Dimitrov, Kolarov, et Florin.<sup>49</sup> Elle entérine par ailleurs le choix de la direction proposée par Kolarov. C'est alors que tous les nuages semblent être dissipés au-dessus de Tito que tombe la conclusion du Département des Cadres sur l'affaire du navire « La Corse ». Tito (avec Gorkiċ) se voit désigné comme principal coupable de l'échec de ce projet extrêmement coûteux en hommes et en fonds.<sup>50</sup> Il n'en faut pas plus pour que Manouïlski conclue que Tito ne doit en aucun cas occuper un poste de direction au sein de parti yougoslave, il le considère à peine qualifié pour être un simple messenger.<sup>51</sup>

Ce rappel à l'ordre très sec retarde le départ de Tito de presque trois semaines mais ne l'empêche pas. Il quitte Moscou le 25 janvier 1939 en tant que simple messenger mais néanmoins fort de sa plus grande victoire, c'est-à-dire qu'il revient à Paris vivant, ayant franchi l'épreuve que représentent les vérifications du Komintern. Comment expliquer le fait qu'il soit le seul du groupe Gorkiċ à avoir survécu aux purges ? Tout d'abord par le seul fait qu'il ne se trouvait pas à Moscou lorsque la purge battait son plein. En avril 1938 Staline donne le signal que la période d'Iezhov et de ses méthodes du bourreau touchent à leur fin lorsqu'il dilue son pouvoir en ajoutant à ses responsabilités celle du transport flu-

---

<sup>49</sup> Florin Wilhelm, membre du Présidium et le chef de la commission du contrôle du Komintern, remplaça en novembre Moskvine, lorsque ce dernier fut arrêté.

<sup>50</sup> La conclusion fut signée par Belov et Stela Blagoeva, le 3 janvier 1939, RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. II, pp. 211-212.

<sup>51</sup> Manouïlski à Dimitrov, le 7 janvier 1939, RGASPI, le Dossier personnel de Tito, F. 495, op. 277, d. 21, vol. II, p. 213.

vial et maritime. A partir d'août 1938 Beria, représentant personnel de Staline, remplace progressivement Iezhov, comme véritable chef de la sécurité soviétique pour le devenir officiellement en novembre 1938, mettant ainsi fin à la période des purges. Tito était donc hors de portée d'Iezhov au plus fort de la purge et de plus il n'en présentait pas le profil de la cible privilégiée. La folie meurtrière avait été provoquée par un sentiment d'insécurité souvent propre aux régimes totalitaires : dans le cas précis les cibles principales ont été surtout les étrangers intégrés dans la société soviétique et pouvant devenir ce qu'on appellera plus tard une « cinquième colonne ». Malgré son séjour, en total, de deux ans à Moscou, Tito ne devient jamais un émigré politique : il ne s'intègre jamais dans le monde soviétique et restera toujours, pour Gorkić et pour le Département des Cadres, un homme de terrain.

Son étonnante capacité de survivre aux purges malgré la multitude des accusations dont il fait l'objet s'explique aussi par son étroite collaboration avec Ivan Karaivanov, alias Spiner, l'homme du Département des Cadres, qui l'avait reçu à Moscou en février 1935 et qui ne l'abandonnera pas par la suite. On le retrouve dans l'entourage de Tito et du parti yougoslave à Moscou mais aussi à l'étranger, comme en 1936 à Vienne. Il est à Paris en 1939, lorsque Tito s'y rend après avoir quitté Moscou, et il travaille également avec Tito lorsqu'il y retourne en automne 1939. Tito mentionne aussi qu'après son départ de Moscou en 1936, c'est Karaivanov et le NKVD qui s'occupent de son fils Žarko, en l'envoyant dans des internats et des écoles.<sup>52</sup> La nature exacte des liens de Tito avec le système de sécurité intérieure de l'Union soviétique au travers de Karaivanov restera malheureusement inconnue aussi longtemps que les archives resteront inaccessibles aux chercheurs. Il faut toutefois noter qu'à la fin de la guerre Karaivanov, après un bref séjour en Bulgarie, arrive en Yougoslavie où il est reçu avec les honneurs et où, désormais, le leader incontesté de la révolution et du parti yougoslaves lui assure une retraite confortable et bien méritée en l'intégrant dans les structures du parti yougoslave.

Tito a obtenu l'aval du Komintern grâce à son engagement sur le terrain, peut-être aussi grâce à ses liens avec le NKVD. Ce qui est indiscutable il est le seul capable d'assurer la pérennité de la présence communiste en Yougoslavie dont l'importance pour la sécurité de l'URSS, suite à l'Anschluss et après Munich, avait pris une importance considérable. Le choix des candidats susceptibles de remplir cette fonction n'était pas si étendu, car après la purge il n'y a plus à Moscou d'autres candidats possibles. On ne doit pas perdre de vue non plus qu'il en est réduit à n'être que le simple porte parole du Komintern qui doit encore se prononcer définitivement sur son sort et sur l'avenir du parti yougoslave.

---

<sup>52</sup> Le récit à caractère autobiographique de Tito, Karadjordjevo, le 22 décembre 1979, AY, 837, IV, MG, TS, boîte 41.

La qualité dont il est pourvu par Moscou, aussi modeste soit-elle, paraît néanmoins décisive aussi bien aux yeux de ses concurrents à Paris que de ses collègues au pays. Il est à la fois le seul membre de l'ancien Comité central à être revenu de Moscou, et le seul membre de la direction temporaire dans le pays qui peut se prévaloir d'avoir côtoyé les plus hauts responsables de la III<sup>e</sup> internationale. Cette double qualité lui accorde une autorité incontestable et incontestée, aussi bien au sein de l'émigration communiste yougoslave à Paris qu'au sein du parti dans le pays. La teneur précise des instructions reçues à Moscou s'efface devant le constat qu'il incarne l'autorité de la III<sup>e</sup> internationale. C'est pourquoi Tito s'accommode parfaitement de sa modeste qualité d'homme de liaison sachant qu'elle lui assure l'essentiel, c'est-à-dire la possibilité de sortir d'URSS et le mandat de se rendre en Yougoslavie. C'est ainsi que ses concurrents du « centre alternatif du parti à Paris » sont définitivement écartés du parti et il peut continuer à personnifier l'autorité du Komintern en Yougoslavie. Finalement, sa véritable mission dépend de l'interprétation qu'il veut bien donner à ses collègues de la direction temporaire, des instructions qu'il avait reçu à Moscou. Tout en étant un simple messenger pour Dimitrov et Manouïlski, il est le principal dirigeant aux yeux des membres du parti yougoslave. En cette qualité officieuse mais néanmoins réelle, il s'emploie dès lors à façonner le parti selon ses propres vues tout en respectant le cadre général imposé par Dimitrov.

### *La purge du parti yougoslave*

C'est avec un passeport suédois au nom de l'ingénieur Alexandre Carlsson que Tito arrive à Paris par avion le 27 janvier en provenance de Leningrad via la Finlande et Copenhague. La feuille de route qui lui a été signifiée est claire : d'abord purger le parti yougoslave des trotskystes, c'est-à-dire faire entériner par les instances du parti les purges effectuées à Moscou, et le cas échéant continuer la purge au pays. Dans un deuxième temps, il doit préparer le pays à résister à l'agression italo-allemande. Son statut personnel ainsi que celui de la direction temporaire dépendent de sa capacité à montrer de manière satisfaisante qu'il a accompli les deux impératifs dictés par Moscou. L'obligation de purger la mémoire du parti yougoslave de toute une génération de ses cadres lui donne aussi le pouvoir d'inclure ses concurrents à Paris dans ce processus de nettoyage. Le Komintern lui assure des lettres de créance : en janvier 1939 Dimitrov avertit Maurice Tréand de l'arrivée de Tito à Paris en tant que messenger en route pour la Yougoslavie. Dès lors, l'attitude du PCF à l'égard de Tito change radicalement. Informe par la voie officielle que Tito est mandaté par le Komintern, ne serait-ce que comme messenger, alors que ses concurrents ne sont même pas mentionnés par Dimitrov, le PCF leur retire immédiatement son soutien.

Tito peut donc résoudre le conflit qui l'oppose à Marić et Kusovac à sa guise : en son absence ses concurrents s'étaient emparés de la direction du parti

yougoslave en France. Avec le soutien du PCF, leur influence s'était même étendue parmi les émigrés économiques et les vétérans de la guerre d'Espagne qui se trouvaient en France. Doté désormais des pleins pouvoirs, Tito relève Kusovac de ses fonctions au comité espagnol du PCF et écarte définitivement Marić du parti. Une fois le « centre alternatif » définitivement mis hors d'état de nuire, Tito peut s'atteler à organiser son retour au pays.

La Yougoslavie connaît au début de 1939 un bouleversement sans précédent. Le 5 février, le Président du Conseil Milan Stojadinović est évincé suite à une habile manœuvre parlementaire orchestrée par le prince Paul. Occupé par le problème du « centre alternatif », Tito suit néanmoins de Paris l'évolution de la scène politique en Yougoslavie. Les événements nécessitent une réaction de sa part, le parti se doit de prendre position afin d'aider ses militants à comprendre l'évolution de la situation politique. Il lui faut aussi présenter à la base du parti la nouvelle stratégie politique du parti yougoslave définie à Moscou. Mais les moyens de communication à sa disposition sont fort limités, et il ne peut réagir que par une série d'articles publiés dans le *Rundschau*, organe de la III<sup>e</sup> internationale publié en allemand et dont des exemplaires sont introduits clandestinement en Yougoslavie. Il y accuse Stojadinović d'être complice de l'Allemagne hitlérienne dans le processus de démantèlement du système de sécurité issu de la Grande guerre. En signant des accords avec la Bulgarie et l'Italie, alliés de Hitler, Stojadinović a porté un coup fatal aux alliances (la Petite entente, l'Entente balkanique), sur lesquelles repose la sécurité yougoslave et régionale. Tito termine le tableau dramatique de la situation yougoslave en évoquant les atteintes aux revendications légitimes des Croates, dont Stojadinović s'est rendu coupable en les ignorant complètement. Pour lui, la seule issue possible pour le pays et ses nations constitutives réside dans l'union de toutes les forces vives en défense contre le péril fasciste. L'annonce de l'essence de la nouvelle ligne du parti verra sa pleine expression en mars 1939 dans un tract imprimé à l'occasion de l'occupation nazie de la Tchécoslovaquie. Tito, au nom du parti yougoslave, en appelle dans ce tract à la création d'un gouvernement d'union nationale capable de satisfaire les revendications légitimes des nations yougoslaves et de renforcer ainsi la défense du pays. L'union sacrée et l'alliance avec l'Union soviétique sont pour le parti yougoslave les deux éléments cruciaux de la défense yougoslave contre l'agression de l'Italie fasciste et de l'Allemagne hitlérienne.<sup>53</sup> Les écrits de Tito sont la preuve de l'ouverture du parti et de sa volonté de proposer une plateforme politique suffisamment large, consensuelle et capable de servir de base à un Front populaire de défense de la patrie. La volonté des communistes yougoslaves d'intégrer pleinement la vie politique du pays est indiscutable, mais aussi leur désir de se présenter comme la force de cohésion d'une politique alternative à celle du gouvernement royal.

---

<sup>53</sup> Les articles de Tito de février et mars 1939, JBT, vol. IV, 158–167.



La direction temporaire, outil politique censé donner vie à cette plateforme, vivait depuis le départ de Tito au printemps 1938 sa propre vie, ignorant les dangers qui menaçaient le parti yougoslave et les obstacles rencontrés par Tito à Moscou. La communication entre Tito et la direction temporaire reste faible. En novembre et décembre 1938, Tito reçoit deux lettres de Lola Ribar par le biais de l'antenne du parti à Paris. Ribar l'informe de la participation du parti aux élections.<sup>54</sup> Tito apprend ainsi que la direction temporaire a décidé, sans le consulter, que la vitrine légale du parti, le Parti Ouvrier, doit prendre part aux élections de novembre 1938, en dehors de toute coalition. En l'absence de Tito, la direction temporaire est composée de trois groupes nationaux autonomes. De plus le groupe croate, à l'insu de ses collègues et de Tito, décide de ne pas présenter des candidats et d'appeler à voter pour les candidats du Parti paysan croate.<sup>55</sup> Tito, dans l'incapacité de réagir efficacement dans l'immédiat, répond à Lola Ribar par des instructions générales, gardant le silence absolu sur les difficultés qui étaient les siennes à Moscou. Il ne dispose que de peu d'informations sur la situation au pays, mais ses collègues n'en ont aucune sur ses actions. Il se garde bien de porter atteinte à l'image qu'il avait créée de lui-même, celle d'un dirigeant jouissant de l'entière confiance du Komintern. Mais les informations mêmes sommaires reçues du pays lui permettent de se rendre compte de toute la difficulté de la tâche qui l'attend lorsqu'à la mi-mars 1939 il arrive à Zagreb.

Il convoque immédiatement une réunion de la direction au lac de Bohinj en Slovénie pour faire entériner à la fois les résultats des purges de Moscou et de sa propre action à Paris. Se présentant d'entrée comme investi de l'autorité du Komintern, Tito promeut la direction temporaire en Comité Central du parti communiste yougoslave. Dès sa première réunion, la nouvelle instance suprême du parti décide d'exclure du parti tous ceux qui ont été victimes des purges stalinienne, confirme la mise à l'écart du parti de tous les concurrents de Tito à Paris, ainsi que de leurs amis en Yougoslavie. Une génération entière de communistes yougoslaves, presque tous les anciens dirigeants et membres des différentes fractions, disparaît pour la deuxième fois, après avoir été broyée par la répression stalinienne, faisant table rase dans le parti yougoslave. Gorkić, Marković, Čopić, Cvijić, Mavrak, parmi tant d'autres sont ainsi rayés de la mémoire du parti. Les membres du « centre alternatif » à Paris ainsi que leurs amis, tel Petko Miletić, et la direction régionale en Dalmatie proche de Marić, les rejoignent dans l'exil définitif du mouvement communiste yougoslave. Le simple messenger de Dimitrov et Manouïlski, tout en appliquant leurs ordres, devient le maître absolu du parti yougoslave, mais pas encore officiellement son secrétaire général. La consécration prendra encore du temps, mais déjà à l'époque, selon le témoignage de Djilas

---

<sup>54</sup> Tito à Lola Ribar, Moscou le 1 décembre 1938, JBT, vol. IV, 142–143 ; Lola Ribar à Tito, 10.12.1938, *ibid.* 222–223.

<sup>55</sup> Djilas, *Memoir*, 281.

rédigé bien après qu'il sera devenu le plus fameux dissident yougoslave, et donc dénué de toute complaisance à vocation hagiographique :

Tito était le seul homme pourvu de la confiance du Komintern, puisque cette instance avait confirmé son choix des hommes pour le Comité central. Il avait le droit de veto, mais ne l'utilisait que rarement. Non seulement il avait le dernier mot, mais il ne tolérait pas de longues discussions et arguments, même lorsque son point de vue était clairement sans fondement ou fruit de l'ignorance et du manque d'information. C'était le genre de relation qu'on a toujours eu avec lui. On acceptait cette relation par discipline communiste. La Komintern nous avait donné un homme investi de sa confiance, son pouvoir et son rôle étaient donc exceptionnels. S'opposer à lui signifiait aller contre la majorité, l'expulsion du parti, l'éloignement de toute activité révolutionnaire. Même si parfois on rouspétait contre ses décisions autoritaires, et l'occasionnel manque de compréhension, il ne nous est jamais venu à l'esprit de contester cet état de choses.<sup>56</sup>

Tito se voit consacré par ses pairs comme l'homme fort du parti yougoslave, après que tous ses rivaux anciens et nouveaux se sont vus écartés du parti, mais il est toujours dénué d'un titre officiel, que seul le Komintern pourrait lui accorder. En l'absence d'une investiture formelle, il s'attelle à faire connaître par une lettre ouverte à la base du parti les décisions du Comité Central. La communication au moyen de tracts et de lettres ouvertes est dictée par le caractère clandestin du parti. Les quelques feuilles tirées à la main étaient faciles à imprimer et à distribuer clandestinement à toutes les directions régionales et locales et jusqu'à la dernière cellule du parti. Les instances du parti sont tenues d'organiser des réunions spéciales afin de discuter du contenu de cette lettre ouverte, à vrai dire il s'agit plutôt d'inculquer son contenu dans les esprits des militants. En occurrence, la lettre ouverte qu'il rédige fin mars 1939 au nom du Comité Central communique aux militants l'essentiel de la plate-forme politique établie à Moscou, c'est-à-dire la nécessité de la résistance face à l'agression fasciste et l'exclusion du parti de tout élément jugé trouble par Moscou.

Il lui faut alors assurer l'adhésion à ce programme de toutes les directions régionales. Il commence le tour du pays par la direction régionale récalcitrante de Croatie. Tito rappelle à l'ordre les cadres croates en leur rapprochant leur décision d'appeler à voter pour le Parti paysan croate. La direction régionale sera complètement remaniée. La situation en Dalmatie reste bien plus compliquée, car les amis de Marić y disposent d'une majorité stable. Il décide de se rendre en personne à Belgrade afin d'analyser sur place l'état des choses dans la partie orientale du pays. Il arrive à Belgrade pour faire connaissance personnellement avec la direction régionale pour la Serbie, mais aussi avec celles de la Bosnie et Herzégovine, et de la Vojvodine. Son tour des directions régionales a aussi pour objectif de se faire accepter comme détenteur de l'autorité suprême au sein du

---

<sup>56</sup> Ibid. 284.

parti yougoslave. Les décisions du Comité Central ne sont alors que la première étape, car sa position et son programme ont besoin de l'aval d'une instance représentative du parti. En effet, il cherche à organiser une réunion rassemblant les représentants de toutes les directions régionales, et son voyage est le moyen d'assurer la présence des représentants de la partie orientale à la réunion. La réunion se tient les 9 et 10 juin en Slovénie : elle consacre définitivement son emprise sur le parti, et entérine toutes les décisions prises par le Comité central en mars. Le parti yougoslave est en état de marche et sous son commandement, Tito peut estimer avoir rempli les conditions imposées par Moscou. Mais il a mis bien plus que les trois mois accordés par Dimitrov pour y arriver, et les sommations de Moscou pour qu'il rende compte de ses actions sont déjà nombreuses.

Tito, conscient d'avoir dépassé les délais impartis, avait anticipé les mises en demeure qu'il savait devoir recevoir et avait communiqué le 2 mai à Moscou la constitution et les décisions du Comité Central. Mais ce premier rapport est loin de rassurer Moscou et l'apparition soudaine à Paris de Karaïvanov auprès de la seule branche du parti à l'étranger semble le confirmer. Il faut se souvenir qu'il s'agit du contact de Tito auprès du NKVD. Les services de sécurité soviétiques suivent de près ses activités, à travers l'homme qui le connaît le mieux. Karaïvanov se met immédiatement en contact avec Tito, qui lui envoie son premier rapport se limitant en apparence à l'activité éditoriale du parti yougoslave.<sup>57</sup> Néanmoins, il est indiscutable que les agissements de Tito sont soumis à une étroite surveillance, et qu'il ne jouit en définitive que d'une confiance limitée de la part de ses supérieurs de Moscou.

Tito, en attente de la réunion du parti, décide de rester en Yougoslavie. Début juin, Karaïvanov le somme de venir à Paris pour se rendre ensuite à Moscou. Tito, au lieu de se plier à cet ordre, décide de contacter directement Moscou par le truchement de la branche du parti à Paris, afin de demander la prolongation de son visa d'entrée en URSS jusqu'à la fin de juillet. Le fait qu'il cherche à court-circuiter Karaïvanov en s'adressant à ses supérieurs à Moscou démontre l'assurance de Tito. Cette assurance trouve ses origines dans son implantation au pays, mais peut-être aussi dans la spécificité de son analyse politique. Tito ne sera jamais l'homme du sérail moscovite, il garde comme cadre de sa réflexion politique la situation au pays, et y trouve ses impératifs et le raisonnement définitif pour son action. Consolider le parti lui paraît plus important que de répondre aux sommations de l'homme responsable de lui au NKVD. Pourvu d'un courage indéniable, d'initiative, de flair politique, Tito agit en tant que prototype d'un *self-made man*, ou plutôt dans la tradition française d'un Rastignac de la politique yougoslave. Il ne sera jamais atteint de la maladie bureaucratique attachée au système soviétique. Faisant preuve de l'assurance propre à un homme d'action et d'une totale absence de ce doute caractérisant les intellectuels, il pourra

---

<sup>57</sup> Tito à Karaïvanov, le 18 mai 1939, JBT, vol. IV, 197.

toujours compter sur ces principaux atouts lors de sa longue ascension dans la hiérarchie du monde communiste.

Il doit néanmoins expliquer le contenu et les raisons de son action le 20 juin dans un rapport adressé à Dimitrov en personne. Il s'y félicite du travail accompli, notamment sur la consolidation du parti, précisant qu'il a dû remplacer la direction régionale en Croatie ainsi que celle de Dalmatie inféodée à Marić et ses amis, tandis que la direction pour la Macédoine est à construire.<sup>58</sup> Son rapport reste sans réponse car il n'avait pas obtenu l'accord préalable du Komintern pour sa décision de prolonger son séjour au pays. La bureaucratie communiste réagit comme jadis, le laissant sans nouvelles, et aussi sans ressources. Dans la hiérarchie staliniste toute initiative personnelle est malvenue et mal vue, et en conséquence Tito est obligé d'envoyer Vladimir Velebit (avocat de Zagreb) à Paris pour rétablir le contact avec Moscou. Le cas de Velebit est caractéristique d'un réseau de sympathisants du parti, auxquels Tito fait très souvent appel. Il s'agit d'hommes et de femmes souvent très bien intégrés dans la société yougoslave, occupant des positions de prestige à l'instar de Velebit, idéologiquement proches des communistes mais toujours restés en dehors du parti yougoslave. Ils ne sont pas très nombreux mais très précieux, au-dessus de tout soupçon et comme tels ils hébergent les cadres du parti y compris Tito, et même les réunions clandestines.

Tito est forcé d'attendre presque deux mois sur la côte croate à côté de Rijeka, avant que début août arrivent enfin les fonds et l'accord pour son voyage à Paris. Entre-temps il doit se confronter au seul foyer d'opposition encore actif en Yougoslavie, dont l'homme clé est Petko Miletić. Il mène son offensive d'abord par lettres, ensuite par une déclaration à l'issue d'une réunion du parti : il s'agit d'isoler et de stigmatiser Miletić comme fauteur de troubles et ennemi du parti. Mais Miletić continue d'avoir un nombre suffisant de partisans pour représenter un danger pour Tito, notamment lorsqu'en juin 1939 il sort de prison. De plus, avec l'aide de ses partisans il parvient à se rendre à Moscou par Sofia et Constantinople. Il y arrive à peu près en même temps que Tito qui avait emprunté la voie occidentale, par Paris d'abord puis en bateau du Havre à Leningrad. Parti du Havre fin août, Tito apprend pendant son voyage l'attaque allemande de la Pologne et le déclenchement de la Seconde guerre mondiale. Sur fond de conflit mondial se déroule dans les couloirs du Komintern la dernière phase de la bataille pour la direction du parti yougoslave, entre Tito d'une part et de l'autre son charismatique et dogmatique adversaire monténégrin.

Après un long voyage du Havre à Leningrad jusqu'à Moscou, Tito retrouve le 2 septembre ses quartiers à hôtel Lux. L'atmosphère y est fort différente de celle régnant lors de ses précédents séjours. La guerre impose de nouvelles priorités au Komintern et aux cadres des partis communistes qui se trouvent

---

<sup>58</sup> Tito à Dimitrov, 20 juin 1939, *ibid.* 198, 199.

à Moscou et à leurs hôtes soviétiques. L'Union Soviétique avait conclu, le 23 août 1939, le pacte de non-agression avec l'Allemagne hitlérienne. Ce pacte lui garantit des avantages territoriaux sur ses frontières occidentales (régions orientales de la Pologne et de la Finlande et la Bessarabie) en cas de victoire dans la guerre qui s'annonce. Staline explique en septembre cette volte-face de sa politique étrangère à Georgi Dimitrov, l'ancien accusé au procès de l'incendie de Reichstag en 1934, devenu l'année suivante secrétaire général du Komintern de la façon suivante :

Une guerre a lieu entre deux groupes de pays capitalistes (pauvres et riches au niveau des colonies, des matières premières, etc.) pour le partage du Monde, pour régner sur le Monde !

Nous n'avons rien contre le fait qu'ils se combattent un bon coup et qu'ils s'affaiblissent l'un l'autre. Cela ne serait pas mal si, grâce à l'Allemagne, la situation des pays capitalistes les plus riches était ébranlée (en particulier l'Angleterre). Hitler, sans le comprendre, ni le vouloir lui-même, ébranle, sape le système capitaliste.

Les communistes des pays capitalistes doivent, de façon définitive prendre position contre leur gouvernement, contre la guerre. Avant la guerre, il était totalement juste de contrer le fascisme avec /les régimes démocratiques. Au cours d'une guerre entre puissances impérialistes, cela ne l'est plus, La séparation entre États capitalistes fascistes et démocratiques a perdu le sens qu'elle avait. La guerre entraîne un changement radical. Le Front populaire uni d'hier avait pour but de soulager la situation des esclaves du régime capitaliste. Mais dans les conditions d'une guerre impérialiste, c'est de l'anéantissement de l'esclavage dont il est question ! Être aujourd'hui sur les positions d'hier (Front populaire uni, unité de la nation) cela signifie aller sur les positions de la bourgeoisie ». <sup>59</sup>

Pour conclure ensuite avec des ordres à caractère impératif :

Voilà ce qu'il faut dire à la classe ouvrière :

C'est une guerre pour la maîtrise du Monde.

Ce sont les maîtres des pays capitalistes qui combattent pour leurs intérêts impérialistes.

Cette guerre ne donnera rien aux ouvriers, aux travailleurs, sauf douleur et privatisations.

Intervenir de façon décidée contre la guerre et ceux qui en sont coupables.

Démasquer la neutralité, la neutralité des pays bourgeois qui, prônant chez eux la neutralité, soutiennent la guerre dans les autres pays dans un seul but de profit. <sup>60</sup>

Dimitrov est alors chargé de transmettre ces consignes de manière impérative aux partis frères. Il s'acquitte de cette mission avec une rapidité exem-

---

<sup>59</sup> Georgi Dimitrov, *Journal 1933-1949* (Paris : Belin, 2005), 339-341. Les soulignements existent dans le texte.

<sup>60</sup> Ibid.

plaire et dès le 9 septembre cette directive est adoptée par le Comité central du Komintern. On a là l'expression la plus fidèle possible de la nouvelle stratégie stalinienne, avec une précision de taille : les partis communistes y sont invités à passer résolument à l'offensive contre la politique traîtresse de la social-démocratie.<sup>61</sup> Le véritable mobile de ce revirement de la politique étrangère stalinienne est démontré lorsque l'URSS déclare la guerre à la Pologne (17 septembre 1939) pour s'assurer les gains territoriaux qui lui ont été garantis par l'accord avec l'Hitler.

L'abandon de la stratégie soviétique basée sur l'idée de Front populaire et le renouveau du combat contre les sociaux-démocrates, signifie que la guerre a incité Moscou à retourner à sa politique traditionnelle, c'est-à-dire d'accorder la priorité absolue à la lutte contre le monde capitaliste. C'est Manouïlski qui se voit confier la tâche d'exposer la nouvelle stratégie aux cadres des partis frères se trouvant à l'époque à Moscou. Tito, en tant que principal dirigeant du parti yougoslave, est convié mi-septembre à la réunion organisée à cet effet. Il fallait trouver un moyen de présenter la volte-face stalinienne aux membres et aux militants des partis frères. Tito s'accommode parfaitement de cette nouvelle donne de la géopolitique soviétique. Il ne voit aucun inconvénient dans cette alliance avec l'ennemi juré d'hier. Les témoignages sur son analyse manquent, mais on sait qu'il s'empresse de déclarer, lors de cette réunion et en présence de Manouïlski, que l'existence du pacte de non-agression n'a besoin d'aucune explication. Selon lui, il faut simplement s'aligner sur la position stalinienne.<sup>62</sup> Il ne manque pas de le faire dès la mi-novembre, dans les articles qu'il écrit dans le journal communiste *Die Welt*, édité en allemand à Moscou. Il s'y exprime sans équivoque en faveur du pacte de non-agression, affirmant que sa signature avait provoqué « l'enthousiasme » des nations yougoslaves, car il leur permettait de rester en dehors de la guerre.<sup>63</sup> Pensai-t-il que les décisions de Staline et du Komintern ne se discutaient pas, ou qu'il valait mieux ne pas chercher à trouver des explications à des questions aussi délicates, on ne peut pas le savoir. Ce qui est certain est que Manouïlski, à l'époque, fut enchanté de la solution proposée par Tito.

Quelles qu'aient été ses raisons, il est évident que Tito savait se positionner de façon à être toujours en accord avec la ligne du parti soviétique, et donc du Komintern. Certes, il est impensable qu'il en ait été autrement : mais on remarque que Tito excellait dans l'art d'être le premier à s'aligner sur la stratégie stalinienne. N'oublions pas non plus que sa situation personnelle de principal

<sup>61</sup> Ibid. 341–342.

<sup>62</sup> Tito à Tihomir Stanojević, Karadjordjevo, le 29 décembre 1979, AY, 838, IV-5-a, boîte 43. V. Dedijer, *Novi prilozci za biografiju Josipa Broza Tita* (Rijeka : Liburnija, 1981), vol. II, 360.

<sup>63</sup> Tito, « O situaciji u Jugoslaviji » [Sur la situation en Yougoslavie], *Die Welt* no. 13, le 30 novembre 1939 ; « Pokret protiv rata u Jugoslaviji » [Le mouvement contre la guerre], *Die Welt* no. 21, le 21 décembre 1939, dans JBT, vol. V, 34 et 35.

responsable du parti communiste yougoslave, mais toujours privé de l'agrément officiel du Moscou, l'incitait à la plus grande prudence. Or, la consécration tant attendue de la part de Komintern, restait tout sauf acquise. Il se souvenait qu'un jour, alors qu'il prenait le trolleybus pour rejoindre les bureaux de Komintern, il y remarqua un homme se tenant à une barre, apparemment insensible au fait que sa main saignait à grosses gouttes. Il apprit par la suite que cet intrépide et valeureux camarade était son adversaire et concurrent pour le poste de secrétaire général du Parti yougoslave, Petko Miletic.<sup>64</sup>

Ce Monténégrin tenace et décidé fut le plus sérieux rival de Tito. Il pouvait se prévaloir à la fois d'un réseau de militants fidèles dans le pays et d'appuis influents à Moscou. Il appartenait à l'ancienne génération de révolutionnaires yougoslaves, ayant adhéré au parti yougoslave en 1919 et devenu membre du parti soviétique en 1927. Lors de son passage à Moscou de 1927 à 1930, il étudiait à l'Université des cadres des partis frères. Il rentra ensuite en Yougoslavie comme membre de la direction du parti. Au début de l'année 1932, il est pris par la police et condamné à une peine de sept ans d'emprisonnement. Depuis le pénitencier, il établit des contacts avec les adversaires et concurrents de Tito appartenant au « Centre alternatif de Paris », dont il joua le rôle de relais dans le pays. En tant que tel, Tito l'écarte officiellement du parti en mai 1939, avec ses amis parisiens. Lorsqu'il sort de prison en juin, la décision de la direction présidée par Tito lui est communiquée par ses membres en Serbie, dont notamment Ivo Ribar, dit Lola. Ce dernier incarnait l'ouverture du parti vers la jeunesse étudiante et intellectuelle, mais aussi vers les milieux plus aisés. Lola Ribar, vêtu à la dernière mode et assez nerveux à cause de la responsabilité qui lui incombait, notifie à Miletic son expulsion du parti, tout en écrasant des cigarettes à moitié fumées.<sup>65</sup> Pour un vieux révolutionnaire, le nouveau visage du parti communiste yougoslave, à l'instar de Lola Ribar (un petit jeune qui n'était jamais allé en prison et ne connaissait pas, entre autres, l'importance qu'un mégot pouvait avoir pour un détenu), ne devait pas être très convaincant. Il n'est donc pas surprenant que Lola Ribar n'ait pas pu convaincre Miletic de se plier aux décisions de la direction du Parti. Ce dernier décide de continuer son combat contre Tito et ses fidèles en portant l'affaire à la connaissance du Komintern, et en se rendant à Moscou pour y plaider sa cause. Il y arrive fin septembre grâce au soutien des cadres bulgares qui lui ont permis d'obtenir un visa soviétique à Istanbul.

Le conflit pour la direction du parti se déroule au Komintern, par l'intermédiaire des soutiens respectifs dont les deux prétendants disposent au sein de la Nomenklatura communiste internationale. Miletic peut se prévaloir du soutien de ses amis bulgares, dont le puissant dirigeant du Département des cadres, Kolarov. Tito en revanche dispose de l'appui de son ami Kopininič, bien

<sup>64</sup> Cenčić, *Enigma Kopinič*, vol. I, 112.

<sup>65</sup> Djilas, *Memoir*, 302.



introduit dans les services secrets soviétiques. Tito peut également porter à son crédit le travail effectué en Yougoslavie, si bien que l'opinion qu'il avait exprimée précédemment sur Miletić se voit prise en compte par le Département des cadres et intégrée au dossier personnel de ce dernier. C'était Tito, en tant que responsable des cadres, et donc *de facto* principal dirigeant du parti, qui avait écrit la « caractéristique » de Miletić. Le dossier personnel de ce dernier contenait aussi une accusation de trotskisme datant des années trente. Mais surtout, des interrogations se faisaient sur la manière dont un ancien détenu avait pu retrouver le chemin de Moscou, lorsque l'on savait à quel point les mouvements des anciens prisonniers politiques étaient surveillés par la police yougoslave. Kopinić prépara un véritable réquisitoire contre Miletić,<sup>66</sup> tandis que les collègues de Tito à la direction du parti, dont notamment Djilas, l'accusaient d'avoir accepté de collaborer avec les autorités yougoslaves lors de sa capture, en 1932.<sup>67</sup> Tito, à partir de tous ces éléments, rédige en octobre un véritable acte d'accusation en bonne et due forme contre son adversaire, l'accusant même d'avoir été un proche collaborateur du « traître » Gorkić. Ce fut la seule fois qu'il dénonça et accabla explicitement un adversaire auprès des autorités soviétiques avec l'objectif de le faire éliminer. Le désignant comme un proche du « traître » avéré, Tito cherchait, en effet, à envoyer Miletić, sinon à la potence, du moins dans un camp du travail forcé. L'importance des soutiens dont jouissait Tito au Komintern, les incohérences du dossier personnel de Miletić, mais surtout l'accusation d'avoir collaboré avec la police yougoslave eurent raison des ambitions de ce dernier. Il fut emprisonné et, en janvier 1940 condamné à 8 ans de travaux forcés, pour périr en mai 1943 dans un camp en Sibérie.<sup>68</sup>

Pendant les deux années qui suivent la disparition de Gorkić, Tito peaufine son inébranlable quête de pouvoir au sein du parti yougoslave. Ses efforts ont été couronnés de succès par la déchéance de son dernier concurrent direct. Cependant l'investiture officielle de la part du Komintern tarde encore. Il continue d'être soumis à toutes sortes de vérifications et fait l'objet de diverses accusations et complots dont l'origine se trouve dans les luttes internes au sein du Komintern. L'atmosphère lourde de soupçons et de diffamations mutuelles parmi les cadres des partis frères à Moscou rattrapent encore une fois Tito, car il se voit accusé d'avoir introduit des concepts trotskistes dans la traduction en serbo-croate de l'histoire du parti soviétique écrite par Staline en personne. Une imputation sérieuse, lourde de conséquences, faite par un jeune cadre du parti yougoslave qui cherchait à se faire un nom, si ce n'est de bâtir sa carrière à Moscou par ce témoignage de vigilance communiste. Certes, lors de son séjour à Moscou en automne 1938, Tito avait été le responsable de la traduction des

<sup>66</sup> Cenčić, *Enigma Kopinić*, vol. I, 108–111.

<sup>67</sup> Djilas, *Memoir*, 302.

<sup>68</sup> Le Dossier personnel de Miletić, RGASPI, F. 495, op. 277, d. 364.

écrits de Staline. Le fait de travestir ses idées était synonyme de trahison de la cause communiste. L'affaire est portée devant la commission de contrôle du Komintern. La défense documentée est assurée par son ami Kopinič. Le président, le camarade Florin, lui réserve un accueil bienveillant. Tito se voit acquitté et toutes les charges qui pesaient sur lui sont levées.<sup>69</sup>

En ce terrible automne 1939, le soutien de Kopinič fut d'une importance cruciale pour Tito. Mais le principal atout de Tito réside dans l'analyse des dirigeants du Komintern sur les structures du parti yougoslave mises en place sur le terrain en Yougoslavie après la chute de Gorkiç. En effet, aucune alternative viable et tangible au parti communiste yougoslave dirigé par Tito n'existait : les tentatives du « centre alternatif de Paris » et de Miletić, n'en étaient pas véritablement une. Tito semble alors incarner une solution crédible : celle apportée par le travail sur le terrain. Vu les problèmes sérieux de cette section du Komintern en difficulté, qui est le parti yougoslave, Tito fut seul à même de faire un rapport sur les membres des différentes directions régionales du parti en Yougoslavie, tout en faisant attention à faire la différence entre ceux qu'il connaissait personnellement et ceux dont les noms lui sont proposés par les comités régionaux. En effet, le sort réservé aux cadres yougoslaves témoigne de la confiance dont jouit Tito à Moscou, car c'est lui qui décide de leur emploi et de leur avenir, en rédigeant leurs « caractéristiques » et en proposant des solutions au Département des cadres. En septembre il fait un rapport sur les cadres yougoslaves de retour de la guerre d'Espagne et dont le parti voulait qu'ils retournent travailler sur le terrain. Par ailleurs, il prend des dispositions pour ceux qui devaient rester en URSS ou aller œuvrer au sein de l'émigration économique yougoslave aux États-Unis et au Canada. Enfin, il propose aussi au Département des cadres des candidats pour les nouveaux membres des directions régionales.<sup>70</sup>

La prise en main du parti par Tito est incontestable après l'éviction de tous ses concurrents : le Département des cadres suit ses suggestions pour les nominations et l'emploi des camarades yougoslaves. Cependant, il ne peut pas encore se prévaloir officiellement de la charge suprême du parti, qui était celle de Gorkiç. Il sait que désormais, seule une conférence du parti organisée en Yougoslavie est habilitée à élire le nouveau secrétaire général. Le plus grand obstacle sur la voie de cette élection est écarté lorsque le Comité exécutif du Komintern, le 23 novembre, lui accorde officiellement son satisfecit en jugeant qu'il avait suivi à la lettre toutes les instructions qui lui ont été données lors de son dernier départ de Moscou en janvier 1939. La plus haute instance du mouvement communiste international estime que le parti yougoslave, a su :

---

<sup>69</sup> Cenčić, *Enigma Kopinič*, vol. I, 103–106. La conclusion de la Commission de contrôle, signé Florin, Moscou le 2 novembre 1939, RGASPI, F. 495, op. 277, d. 16, pp. 123–124.

<sup>70</sup> Dossier personnel de Tito, RGASPI, F. 495, op. 277, d. 21, vol. II, pp. 152–163.

Par son travail, gagner l'entière confiance des adhérents et que, en exécution de la résolution du secrétariat, en date du 5 janvier 1939, le Parti a sérieusement entrepris :

- a) La liquidation de l'état de confusion et de désorganisation dans le parti, provoqué par le sabotage de ses anciens dirigeants, la consolidation politique et d'organisation des rangs du parti et le renforcement de la vigilance bolchevique.
- b) L'amélioration du travail politique de masse, extension de l'influence du parti dans les masses laborieuses et consolidation des positions du parti dans les syndicats, dans les autres organisations de masse et dans les rangs du mouvement des jeunes.<sup>71</sup>

Tito reçoit enfin l'approbation officielle : il a écarté du parti, sans états d'âme, tous ceux qui ont péri dans les purges stalinienne, tout en redonnant une nouvelle crédibilité politique à son action politique. Le renouveau du parti yougoslave est donc incontestablement dû à l'action de Tito. L'ascension au pouvoir de Tito au temps des purges stalinienne se termine en automne 1939 lorsqu'il, comme le seul survivant de la direction du parti établi par Gorkiç, reçoit l'investiture *de facto* de Komintern. Cependant, la grande œuvre accomplie de Tito se résume à la survie personnelle et celle du parti yougoslave dont l'importance politique et la renommée au Moscou étaient au plus bas. Sa réussite est due d'abord au fait qu'il n'était pas à Moscou lors de la première vague des purges qui ont décimé les cadres yougoslaves en Union soviétique, et ensuite par ses liens et son utilité pour les instances soviétiques (Département des cadres, Comité exécutif de Komintern), car il fut le seul dirigeant communiste qui pouvait se prévaloir d'une organisation structurée du parti en Yougoslavie.

## Bibliographie

Arhiv Jugoslavije [Archives de Yougoslavie], Belgrade

Archives de la Préfecture de Police, Paris

Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv sotsial'no-politicheskoï istorii (RGASPI), Moscow

Broz Tito, Josip. *Sabrana dela* (Œuvres complètes), 10 vols. Belgrade : Prosveta, 1983).

Cenčić, Vjenceslav *Enigma Kopinič* (Lénigme Kopinič), 2 vols. Belgrade : Rad, 1983.

Čolaković, Rodoljub. *Kazivanje o jednom pokoljenju*, 3 vols. Belgrade : Nolit, 1989.

Dehijer, Vladimir. *Novi prilozi za biografiju Josipa Broza Tita* (Nouvelles contributions à la biographie de Josip Broz Tito), vol. II. Rijeka : Liburnija, 1981.

Djilas, Milovan. *Memoir of a Revolutionary*. New York : Harcourt Brace Jovanovich, 1973.

---

<sup>71</sup> Résolution du Secrétariat sur le rapport du camarade Walter concernant le travail du parti communiste yougoslave, Moscou le 20 novembre 1939, RGASPI, F. 495, op. 20, d. 640, pp. 185–190.

- Simić, Pero. *Kada kako i zašto je Tito postavljen za sekretara CK KPJ* (Quand, comment et pourquoi, Tito était nommé le secrétaire du Comité Central du CPY). Belgrade : Akvartijus, 1989.
- *Svetac i magle : Tito i njegovo vreme u novim dokumentima Moskve i Beograda* (Le Saint et le brouillard : Tito et son temps dans les nouveaux documents de Belgrade et Moscou). Belgrade : Službeni list Srbije, 2005.
- Vujošević, Ubavka. « Poslednja autobiografija Milana Gorkića », *Istorija 20. veka* 1 (1997), 107–128.

